

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**PARIS RÉGION UP : AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRE DISPOSITIF MOBILISÉS POUR LES
ENTREPRISES FRANCILIENNES - 4ÈME RAPPORT POUR 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	12
Annexe 1 : Règlement d'intervention PM'up	13
Annexe 2 : Désignation des 26 bénéficiaires PM'up	22
Annexe 3 : Désignation des 14 bénéficiaires TP'up	25
Annexe 4 : Désignation des 8 bénéficiaires PM'up Jeunes pousses industrielles	28
Annexe 5 : Fiches projets Aides d'urgence Inondations d'octobre 2024	30
Annexe 6 : Contrat type Prêt IDF Prévention	49
Annexe 7 : Règlement Prêt Ile-de-France Prévention	95
Annexe 8 : Règlement Jury Prêt IDF Prévention	101

EXPOSÉ DES MOTIFS

La région Île-de-France s'est dotée d'une stratégie économique globale « Impact 2028 » avec l'ambition de défendre notamment notre souveraineté économique, la décarbonation de notre économie, la réduction des inégalités sociales et territoriales, la consolidation de notre position de leader dans les innovations stratégiques... Plus spécifiquement elle s'est fixée comme objectif « d'accompagner les transitions écologiques des TPE, PME et ETI ».

Pour répondre à ces enjeux, la Région a engagé un effort significatif en faveur des aides aux TPE-PME, au travers de la gamme «UP» (TP'up, PM'up, Innov'up).

Le présent rapport propose :

1. La modification du règlement d'intervention PM'up

Il est proposé de modifier le règlement d'intervention PM'up pour permettre un financement des dépenses d'investissement jusqu'à 50% dans la limite des plafonds actuels.

2. La modification du règlement intérieur du jury de sélection PM'up

Il est proposé de supprimer la phrase suivante : *Le Président du jury désigne les personnalités membres du jury après s'être assuré de leur engagement en matière de déontologie.*

Par ailleurs, afin de renforcer l'expertise du jury de sélection PM'up, il est proposé d'intégrer :

- 1 représentant des organisations syndicales salariés, membres du CESER

Il est également proposé de mettre en annexe ce règlement au règlement d'intervention PM'up.

3. Attributions relatives aux aides PM'up et TP'up

3.1 Désignation de 26 nouveaux bénéficiaires PM'up

Le rapport prévoit de désigner 26 entreprises au titre de PM'up pour un montant total 6 458 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 6 458 000 €.

3.2 Désignation de 14 nouveaux bénéficiaires TP'up

Le rapport prévoit de désigner 14 entreprises au titre de TP'up pour un montant total de 576 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant 576 000 €.

Les listes détaillées des bénéficiaires PM'up et TP'up sont disponibles pour consultation au secrétariat général.

4. Attributions relatives aux 8 aides PM'up Jeunes pousses industrielles

Le rapport prévoit de désigner 8 entreprises au titre de PM'up Jeunes pousses industrielles pour un montant total de 5 100 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 5 100 000 €.

Les listes détaillées des bénéficiaires PM'up Jeunes pousses industrielles sont disponibles pour consultation au secrétariat général.

5. Désignation de 9 bénéficiaires de l'aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024

A la suite des inondations survenues en octobre 2024 dans les départements de l'Essonne, de Seine-et-Marne et des Yvelines, la Région a voté le 15 novembre 2024 un dispositif d'urgence à destination des entreprises ayant subi des dégâts matériels. L'objectif de cette aide est de permettre aux entreprises concernées de faire face aux premières dépenses et de reprendre au plus vite leur activité.

Le rapport prévoit de soutenir 9 entreprises pour un montant total de 25 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 25 000 €.

6. Animation et pérennisation du Réseau Île-de-France Entreprises

Le réseau Île-de-France Entreprises (anciennement Paris Région Business Club) rassemble, depuis 2018, les 5000 entreprises lauréates d'une aide régionale. La Région souhaite continuer à financer des animations, des outils de visibilité ainsi que des services qui favorisent la collaboration entre entreprises et des opportunités de création de valeur sur différentes thématiques comme l'export, la transition écologique, la réindustrialisation ou la transformation numérique. Aussi, il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 100 000 €.

7. Ré-abondement du dispositif chèque prévention

Opérationnel depuis avril 2023, le chèque prévention a bénéficié à 42 entreprises pour une subvention moyenne de 4 527 €. Sur le budget initial de 300 000 €, 190 134 € ont été accordés représentant un taux de consommation budgétaire de 63 %, avec un reste à exécuter de 109 866 €. Le succès de ce dispositif est attesté par l'accélération du nombre de dossiers recevables avec 12 dossiers en 2025. Le contexte de recrudescence du niveau des défaillances d'entreprises, et l'efficacité des procédures de prévention justifie de pérenniser le dispositif.

7.1. Dans ces conditions, il est proposé de réabonder le dispositif en affectant une autorisation d'engagement d'un montant de 250 000 €.

7.2. L'instruction du dispositif étant déléguée à l'Agence de Services de Paiement, celle-ci facture à la Région ses frais de gestion, calculés par dossier traité. A ce titre, il est donc proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 9 500 €.

8. L'adoption du contrat de prêt type pour le dispositif Prêt Île-de-France prévention

Dans le prolongement de l'adoption du règlement d'intervention du Prêt Île-de-France prévention le 26 mars 2025, il est proposé l'adoption du contrat de prêt type, qui sera signé avec les entreprises bénéficiaires, et stipulera les conditions associées au prêt accordé (durée d'amortissement, différé, taux, montant).

Il est donc proposé l'adoption de ce contrat de prêt et l'autorisation de la Présidente du Conseil régional à le signer.

9. La modification du règlement d'intervention du Prêt Île-de-France Prévention

Il est apparu que les conditions de cofinancement exigées par le règlement d'intervention n'étaient

pas toutes compatibles avec le calcul de l'Equivalent de Subvention Brut imposé par le Règlement de minimis. Par conséquent, il est proposé de limiter le cofinancement autorisé pour le Prêt Île-de-France Prévention au cofinancement bancaire.

Par ailleurs, il est apparu qu'il était plus sécurisant pour la Région, et plus incitatif pour l'entreprise, d'exiger l'ouverture obligatoire d'une procédure de prévention (mandat ad hoc ou conciliation) par l'entreprise. Par conséquent, il est proposé de modifier le règlement d'intervention en ce sens.

10. L'adoption du règlement intérieur du jury du Prêt Île-de-France Prévention

Le règlement d'intervention prévoit que « *La Région peut solliciter l'avis d'un jury régional de sélection pour apprécier ces différents critères* ».

Il est également proposé l'adoption du règlement du jury qui stipule notamment les règles à respecter en matière de confidentialité, et de déport en cas de conflit d'intérêt.

Pour permettre la réalisation des actions de ce rapport, il convient de procéder aux transferts suivants :

- Prélèvement de 800 000 € d'autorisation de programme disponibles sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme HP65-001 « Economie sociale et solidaire », action 16500101 « Soutien à l'économie sociale et solidaire »
- Prélèvement de 300 000 € d'autorisation de programme disponibles sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 633 « Développement touristique », programme HP63-005 « Fonds en faveur du tourisme », action 16300505 « Fonds en faveur du tourisme »

Au profit du chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100110 « Réindustrialisation et décarbonation ».

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 SEPTEMBRE 2025

PARIS RÉGION UP : AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRE DISPOSITIF MOBILISÉS POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES - 4ÈME RAPPORT POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE L270 du 29 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167 du 30 juin 2023 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n°651/2014, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 et modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020, 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE du 30 juin 2023 et rectifié au JOUE du 31 août 2023 ;

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code monétaire et financier ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière et notamment ses articles 60 à 64 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu la circulaire n° NOR INTB1531125J relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de l'application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU la loi no 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 portant aides régionales aux entreprises : PM'up – Innov'up – TP'up – BACK'up ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CP 2017-052 du 27 janvier 2017 Paris Région UP tome 1 mise en place et adaptation des aides INNOV'UP, PM'up et TP'up Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et BACK UP ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-048 du 21 juillet 2021 intitulée « Poursuivre la relance économique » ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Ile-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-142 du 29 mars 2023 adoptant la Charte Francilienne pour l'engagement citoyen des entreprises ;

VU la délibération n° CP 2023-114 du 29 mars 2023 relative à la création du dispositif Chèque prévention ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-176 du 1^{er} juin 2023 relative aux aides aux entreprises : Création du dispositif jeunes pousses industrielles, pour une réindustrialisation décarbonnée ;

VU la délibération n° CP 2023-284 du 5 juillet 2023 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 4^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2024-105 du 28 mars 2024 relative au Paris Région UP - Subventions PM'up, TP'up, INNOV'UP et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 3^{ème} rapport pour 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-238 du 27 septembre 2024 Paris Région Up : aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 4^{ème} rapport pour 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-341 du 15 novembre 2024 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 5^{ème} rapport pour 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-344 du 15 novembre 2024 portant diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU la délibération n°CR 2025-009 du 26 mars 2025 relative aux dispositifs régionaux en soutien aux entreprises en difficultés

VU la délibération n° CP 2025-065 du 27 mars 2025 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 2^{ème} rapport pour 2025 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2025.

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-245 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Modification du règlement d'intervention PM'up

Décide de modifier le règlement d'intervention PM'up adopté par délibération n°CR°105-16 du 16 juin 2016 modifiée et figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Au point **6) Taux de subvention et plafonnement** sont ajoutés les points suivants :

L'aide régionale est :

- Limitée à 50% maximum des dépenses éligibles.
- Plafonnée à 250 000 € par projet. Le montant peut être réévalué jusqu'à 375 000 € pour soutenir des projets :
 - o localisés dans les zones de reconquête économique, telles que définies en CP 2022-001 du 28 janvier 2022, et dans le cadre des futures modifications,
 - o présentant un fort impact écologique et un plan de transition ambitieux.

Article 2 : Modification du règlement intérieur du jury de sélection PM'up

Approuve la modification du règlement intérieur du jury de sélection PM'up adopté par délibération n° CP 2025-065 du 29 mars 2025 modifié tel que présenté en annexe 1 à la délibération et son intégration au règlement d'intervention PM'up en tant qu'annexe.

Article 3 : Attributions relatives aux 26 aides PM'up.

Décide de participer, au titre du dispositif PM'up, au financement des 26 projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé

de 6 458 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 6 458 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : Attributions relatives à 14 aides TP'up.

Décide de participer, au titre du dispositif TP'up, au financement de 14 projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subvention cumulé d'un montant de 576 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 576 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans l'annexe technique et financière à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 : Attributions relatives aux 8 aides PM'up Jeunes pousses industrielles

Décide de participer, au titre du dispositif PM'up Jeunes pousses industrielles, au financement de 8 projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 5 100 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2024-238 du 27 septembre 2024 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 5 100 000 € disponible sur le chapitre 906 « Actions économiques », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100110 « Réindustrialisation et décarbonation » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

financier susvisé.

Article 6 : Désignation de 9 bénéficiaires de l'aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024

Décide de participer, au titre de l'aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024, au financement de 9 entreprises détaillées en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 25 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 25 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées en annexe 5 à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7 : Animation et pérennisation du Réseau IDF Entreprises

Affecte une autorisation d'engagement de 100 000 € sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61001 « Soutien à la création et au développement des entreprises » – action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

Article 8 : Abondement du dispositif Chèque Prévention à hauteur de 250 000 €

Affecte une autorisation d'engagement de 250 000 € à l'Agence de Services et de Paiement pour la délégation d'instruction de l'aide chèque prévention, disponible sur le chapitre 936 « action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Article 9 : Abondement au titre des frais de l'Agence de Services et de Paiement pour la gestion du dispositif Chèque Prévention à hauteur de 9 500 €

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 9 500 € à l'Agence de Services et de Paiement pour les frais de gestion du dispositif, disponible sur le chapitre 936 « action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Article 10 : Adoption du contrat de prêt type pour le dispositif Prêt Île-de-France prévention

Adopte le contrat de prêt Île-de-France prévention type, figurant en annexe 6 à la présente délibération, et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

Article 11 : Modification du règlement d'intervention du Prêt Île-de-France Prévention

Décide de modifier le règlement d'intervention du Prêt Île-de-France Prévention, figurant en annexe 7 :

Le point 3. BÉNÉFICIAIRES est modifié pour restreindre l'éligibilité du dispositif aux entreprises ayant déjà ouvert une procédure de prévention ou s'engageant à en ouvrir une durant la période d'instruction par les services :

- « Sont éligibles les PME répondant aux conditions suivantes :
[...]
- Qui ont demandé, ou **sont sur le point de demander** l'ouverture par le tribunal de commerce d'une procédure de conciliation ou de mandat ad hoc, aboutissant à un protocole de conciliation ou de mandat ad-hoc, constaté ou homologué ; **et qui démontrent ainsi des tensions de trésorerie menaçant leurs projets de développement ou mettant en péril le maintien de leur activité ;**

Le point 4. NATURE ET MONTANT DE L'AIDE est modifié, pour répondre au même objectif, et pour limiter les cofinancements éligibles au cofinancement bancaire, ainsi que l'impose le calcul de l'équivalent subvention brut (ESB) :

- « Le Prêt « Île -de-France Prévention » est accordé dans le cadre d'une procédure de conciliation ou de mandat ad hoc.
- [...]
- « Assorti d'un cofinancement à hauteur de 1 pour 1 **en dette (nouveau prêt bancaire).**

Article 12 : Adoption du règlement intérieur du jury du Prêt Île-de-France Prévention

Adopte le règlement intérieur du jury du Prêt Île-de-France Prévention, en annexe 8, afin d'encadrer la participation des élus, et des personnalités extérieures, au jury du Prêt Île-de-France Prévention.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention PM'up

Règlement d'intervention PM'up

Avec PM'up, la région Île-de-France soutient la transition écologique et le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Pour ce faire, elle mobilise une aide financière et un appui technique pour accompagner durant 3 ans les stratégies de décarbonation, de circularité, de souveraineté et de croissance de ces entreprises.

Le présent règlement fixe les conditions d'intervention de l'aide régionale. Une notice technique régulièrement mise à jour est accessible sur www.iledefrance.fr afin d'apporter, à travers des exemples concrets, les réponses aux interrogations concernant les modalités d'application du règlement.

1) Base juridique

Ce dispositif d'aide s'inscrit dans le cadre des articles L.1511-1 et suivants, ainsi que de l'article L.4211-1 du code général des collectivités territoriales. Il est pris en application :

- du régime cadre exempté de notification N°SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE L270 du 29 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167 du 30 juin 2023 et ses futures modifications ;
- le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- le règlement (UE) 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié

2) Structures éligibles

Sont éligibles les petites et moyennes entreprises, telles que définies dans l'annexe I du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 modifié de la Commission européenne du 17 juin 2014, comptant au moins 5 salariés et ayant au moins un établissement en Île-de-France.

La catégorie des petites et moyennes entreprises est notamment constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Ne sont cependant pas éligibles :

- les entreprises concernées par les exclusions prévues à l'article 1 §2 – 3 et 5 du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 modifié ainsi que celles prévues à l'article 1 §2 point f et g du règlement de minimis SIEG 360/2012 modifié.
- les entreprises répondant à la notion « d'entreprise en difficulté » au sens de l'article 2 §18 du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 modifié.

- les entreprises faisant l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne non exécutée déclarant les aides illégales et contraires au marché commun (Article 1 § 4 point a du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 modifié)

3) Projets éligibles

Les projets soutenus portent sur un ou plusieurs des axes de développement suivants :

- Diversification de l'activité et/ou réorientation du modèle économique de l'entreprise vers plus de circularité (éco-conception, remanufacturing, mobilité douce...)
- Relocalisation et/ou implantation d'une activité en Île-de-France,
- Développement international : conquête de marchés, internationalisation
- Diversification de l'activité, lancement de nouveaux produits/services
- Accroissement et modernisation des capacités de production
- Optimisation de la chaîne de valeur :
 - Interne : organisation, qualité, commercial, marketing, ressources humaines, digitalisation
 - Externe : partenariats, intelligence économique, supply chain
- Amélioration de la performance sociale

Les projets devront présenter un axe de développement dédié à la transition écologique et énergétique.

4) Critères de sélection

Les critères de sélection des projets sont :

- la viabilité de l'entreprise
- la pertinence de la stratégie
- le potentiel de création d'emplois
- le potentiel de développement international
- la contribution du projet au développement de l'Île-de-France¹
- les engagements environnementaux pris par l'entreprise

La Région peut solliciter l'avis du jury régional de sélection PM'up pour apprécier ces différents critères. (Règlement du jury PM'up en annexe du présent document)

5) Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa.

Les prestations de recherche et développement ne sont pas éligibles.

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts hors taxes pour les structures assujetties à la TVA et les coûts toutes taxes comprises pour les structures non assujetties à la TVA.

¹ Ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et de sa participation aux orientations prioritaires régionales.

a) Investissements matériels et immatériels

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles consistent en l'acquisition d'immobilisations corporelles et/ou incorporelles (y compris l'acquisition de licences) :

- permettant un accroissement ou une diversification de la production de l'entreprise ;
- ou bien un changement fondamental de l'ensemble du processus de production,

Les dépenses d'investissements matériels et immatériels éligibles sont considérées comme des éléments d'actif amortissables et figurent à l'actif de l'entreprise pendant au moins trois ans.

En cas de financement des investissements matériels par voie de crédit-bail, l'assiette des dépenses éligibles est constituée de la somme des loyers de crédit-bail sur la période du projet.

Les investissements immatériels doivent être exploités exclusivement dans l'établissement bénéficiaire de l'aide.

Les dépenses d'études et de conseils liées à ces investissements sont également éligibles.

b) Dépôt et extension de brevet

Les dépenses de dépôt et d'extension de brevets éligibles sont :

- les coûts liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets dans le cadre du dépôt dans la première juridiction ou de l'extension dans une nouvelle juridiction.
- les frais de traduction et autres liés à l'obtention ou à la validation des droits dans d'autres juridictions.

c) Conseil

Les coûts admissibles sont les coûts afférents aux services de conseil fournis par des conseillers extérieurs.

Les services en question ne peuvent constituer une activité permanente ou périodique et ils sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement normales de l'entreprise, telles que les services ordinaires de conseil fiscal ou juridique, ou la publicité. Ils donnent lieu à la réalisation d'un livrable².

Les dépenses relevant du développement technologique des produits et services de l'entreprise ne sont pas éligibles.

² Rapport présentant conclusions et préconisations relatifs à la mission confiée.

d) International

Les coûts admissibles sont :

- La première participation à des salons internationaux : coûts résultant de la location, de la mise en place et de la gestion d'un stand lors de la première participation d'une entreprise à un salon donné.
- Les missions réalisées par recours au volontariat international en entreprise (V.I.E.).
- Les prestations de conseil en développement international (vérifiant les critères énoncés au paragraphe c) ci-dessus).
- L'accompagnement pour une certification internationale.

e) Recrutements structurants

Les dépenses de recrutement éligibles sont les coûts salariaux sur un an à compter de l'embauche en contrat à durée indéterminée d'un salarié sur une fonction nouvelle permettant d'améliorer la structure d'encadrement de l'entreprise ou d'initier l'engagement dans la transition écologique de l'entreprise. Le recrutement par promotion interne est admis sous réserve que la personne promue soit remplacée. L'aide ne peut porter sur plus de 3 recrutements.

Les recrutements bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %. L'aide est plafonnée à 25 000 € par recrutement, soit 75 000 € maximum par projet.

6) Taux de subvention et plafonnement

Le taux d'aides de la subvention régionale est fixé dans le respect de la réglementation européenne des aides d'Etat prévue au point 1 du présent règlement.

L'aide régionale est :

- Limitée à 50% maximum des dépenses éligibles.
- Plafonnée à 250 000 € par projet. Le montant peut être réévalué jusqu'à 375 000 € pour soutenir des projets :
 - localisés dans les zones de reconquête économique, telles que définies en CP 2022-001 du 28 janvier 2022, et dans le cadre des futures modifications,
 - présentant un fort impact écologique et un plan de transition ambitieux.

7) Règles de cumul

Les dépenses faisant déjà l'objet d'un financement de la région Île-de-France ne sont pas éligibles.

Les aides attribuées sur la base du présent règlement d'intervention sont soumises aux règles de cumul des aides prévues par la réglementation européenne relative aux aides d'Etat et notamment :

- Le règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108

du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

- Le régime cadre exempté de notification SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE L270 du 29 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167 du 30 juin 2023 et ses futures modifications ;

8) Attribution des aides et modification du plan de développement

a) Attribution des aides

L'aide et son montant sont décidés par la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.

L'aide porte sur la totalité du projet retenu, mais la Région peut décider de plafonner le montant de subvention en fonction des axes ou dépenses du projet.

b) Date de prise en compte des dépenses

L'aide est réputée avoir un effet incitatif à compter de la date de dépôt du dossier de candidature. Le dossier de candidature doit être déposé avant le démarrage du projet. Il précise notamment les informations suivantes :

- le nom et la taille de l'entreprise ;
- une description du projet, y compris ses dates de début et de fin ;
- la localisation du projet ;
- une liste des coûts du projet ;
- le montant de l'aide PM'up sollicitée et des autres financements publics envisagés pour financer le projet ;
- Une attestation sur l'honneur portant sur les aides « *de minimis* » perçues et demandées au cours des 2 derniers exercices fiscaux et de celui en cours.

La région Île-de-France peut solliciter tout justificatif permettant d'apprécier la nature et le coût estimé des dépenses pour lesquelles la subvention est sollicitée.

c) Modification du projet

Le projet retenu est annexé à la convention et précise les axes stratégiques pour lesquels l'aide pourra être mobilisée. Les dépenses éligibles relevant de ces différents axes ouvrent droit à la subvention dans la limite du montant d'aide attribué.

En cas d'évolution du projet, la Région peut décider de soutenir de nouveaux axes stratégiques par décision de la Commission permanente. L'aide est alors réputée incitative si une demande de l'entreprise précisant les nouvelles orientations du projet est adressée préalablement à l'engagement des dépenses concernées.

Sauf décision expresse par délibération de la commission permanente, toute évolution du projet ne peut avoir comme conséquence un dépassement du montant de subvention accordé.

9) Evaluation et indicateurs

Des points d'étape sont organisés chaque année avec l'entreprise.

A cette occasion, il lui sera demandé de fournir :

- l'évolution de ses effectifs ;
- un état des aides publiques perçues ;
- les derniers comptes disponibles.

10) Clause éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ANNEXE

Règlement intérieur du jury de sélection PM'up

Article 1 : rôle

Le jury de sélection PM'up se réunit sur convocation de son Président.

Le jury émet, à l'attention de la commission permanente du conseil régional, un avis consultatif sur les projets qui lui sont soumis et propose en cas d'avis favorable un montant d'aide.

Le jury est appelé à se prononcer sur la base des éléments communiqués par l'entreprise et des conclusions de l'instruction des services au regard des critères suivants :

- Viabilité de l'entreprise
- Pertinence de la stratégie
- Potentiel de création d'emplois
- Développement international
- Contribution du projet au développement de l'Île-de-France³
- Engagements environnementaux pris par l'entreprise

Cet avis ne lie pas la présidente du conseil régional, seule chargée de l'administration.

Article 2 : composition

Le jury de sélection PM'up est présidé par un élu ou une élue désignée en Conseil régional

La composition du jury est la suivante :

- Les représentants des groupes politiques désignés par délibération du conseil régional
- 3 chefs d'entreprise (en activité ou non)
- 1 représentant de Bpifrance
- 2 représentants des fonds d'investissements régionaux
- 1 représentant de Team France Export
- 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale Paris Île-de-France
- 5 représentants des pôles de compétitivité et clusters franciliens
- 1 représentant de la Banque de France
- 1 représentant d'un réseau de Business angels actif en Île-de-France
- 1 représentant des Conseillers du Commerce extérieur de la France
- 1 représentant de l'Economie Sociale et Solidaire
- 1 représentant du Mouvement des Entreprises de France Île-de-France (MEDEF)
- 1 représentant des organisations syndicales salariés, membres du CESER

Article 3 : déontologie

³ ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et de sa participation aux orientations prioritaires régionales

Tout membre du jury en situation de conflit d'intérêt avec l'un des candidats doit en informer le Président du jury et ne peut prendre part aux délibérations du jury.

Les membres du jury s'engagent au respect de la confidentialité de l'ensemble des informations portées à leur connaissance, ainsi que des débats auxquels ils prennent part.

Article 4 : avis

Le jury émet un avis favorable ou défavorable.

Il peut ajourner un projet dans l'attente de réponse aux réserves ou demandes de complément qu'il formule.

Les avis sont formulés en privilégiant le consensus.

La décision finale est prise à la majorité des présents. En cas d'égalité des votes favorables/défavorables, le Président du jury a voix prépondérante.

Les réserves émises par le jury régional de sélection sont notifiées dans le relevé de délibération.

Article 5 : secrétariat

Les services de la région Île-de-France assurent le secrétariat du jury régional de sélection.

Annexe 2 : Désignation des 26 bénéficiaires PM'up

Désignation des 26 bénéficiaires PM'up

Raison sociale	Commune	Code postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
2 R INDUSTRIES	Chanteloup-les-Vignes	78570	non	Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont	Transition écologique et énergétique Accroissement des capacités de production	375 000 €	13/12/2024	3
3D MEDICAL	Marolles-en-Brie	94440	non	Santé et soins	Amélioration des enjeux de la transition écologique de l'entreprise Accroissement et modernisation des capacités de production Développement international : conquête de marchés,	250 000 €	10/03/2025	3
ADLER SAS	Moussy-le-Neuf	77230	non	Autre	Transition écologique Diversification vers une nouvelle gamme de produits verriers Développement de la force commerciale et marketing	150 000 €	29/11/2024	3
BLANCHISSERIE LUCIEN	MAURECOURT	78780	non	Autre	Transition écologique et énergétique Accroissement des capacités de production pour diversification	115 000 €	19/02/2025	3
BROSSERIE THOMAS	Chevry Cossigny	77173	oui	Autre	Engagement transition écologique et énergétique Accroissement de la performance commerciale Accroissement des capacités de production	103 000 €	12/12/2024	3
CHAUDRONNERIE TOLERIE DES MOULINEAUX	Igny	91430	non	Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont	Transition écologique et énergétique Augmentation de la productivité Développement de l'offre de services	250 000 €	04/02/2025	3
DELIBREAD	Villepinte	93420	oui	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Accroissement des capacités de production Transition écologique et énergétique Transition numérique de l'entreprise	375 000 €	10/12/2024	3
EBENE & TRADITION	PRINGY	77310	non	Autre	Engagement transition écologique et énergétique Accroissement et modernisation des capacités de production	250 000 €	31/03/2025	3
ESSINOX INDUSTRIE	Meaux et Savigny-le-temple	77176	oui	Autre	Transition écologique de l'entreprise Modernisation et robotisation de l'outil de production Numérisation des procédés de l'entreprise	110 000 €	28/02/2025	3
GELAMUR	Trappes	78190	oui	Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont	Engagement transition écologique et énergétique Restructuration et modernisation de la capacité de production	270 000 €	06/02/2025	3
GUYON SA	Goussainville	95190	oui	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Axe dédié à la transition écologique et énergétique de l'entreprise Accroissement des capacités de production et de stockage Développement commercial et international	375 000 €	06/03/2025	3
LABORD GLUECOM FRANCE	Saint-Germain-lès-Arpajon	91180	non	Autre	Augmentation des capacités de production de colles thermofusibles. Développement à l'international.	250 000 €	28/02/2025	3
LDM	Aubergenville	78410	oui	Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont	Transition écologique Accroissement des capacités de production Diversification et développement international	375 000 €	06/03/2025	3
LDS PARIS	Paris	75010	non	Luxe et cosmétique	Augmentation de capacités de production Développement à l'international Transition écologique	100 000 €	05/02/2025	3
LELABPLUS	Ivry-sur-Seine	94200	non	Autre	Engagement transition écologique et énergétique Augmentation des capacités de production et structuration Développement à l'international	250 000 €	26/12/2024	3

Raison sociale	Commune	Code postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
MARIE 3D	Sartrouville	78500	oui	Autre	Transition écologique et énergétique Augmentation des capacités de production	150 000 €	15/03/2025	3
MICROCERTEC	Collegien	77090	non		Engagement transition écologique et énergétique Accroissement et diversification des moyens de production Développement à l'international	250 000 €	21/02/2025	3
MY COCOON	Chalifert	77144	non	Eco-construction, ville durable et intelligente	Transition écologique et énergétique Internalisation de la ligne de production pilote Politique de propriété intellectuelle	375 000 €	02/07/2025	3
S.A.S. VB	Choisy-le-Roi	94600	non	Autre	Transition écologique de la production Augmentation des capacités de production Amélioration des conditions de travail	190 000 €	14/03/2025	3
SARL DEGROOTE ET MUSSY	Bobigny	93000	oui	Luxe et cosmétique	Trabsition écologique Augmentation des équipements pour la création d'une activité dans l'édition	375 000 €	11/03/2025	3
SESI SOCIETE D EQUIPEMENTS ET DE SERVICES INTEGRES	Wissous	91320	oui	Autre	Axe dédié à la transition écologique et énergétique de votre entreprise Développement et modernisation de l'outil de production	130 000 €	02/04/2025	3
SOPAC MEDICAL	Gousainville	95190	oui	Autre	Axe dédié à la transition écologique et énergétique Accroissement des capacités de production pour des produits recyclés et	220 000 €	18/03/2025	3
SUMECATRONIC	Magny-les-Hameaux	78114	non	Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont	Transition écologique et énergétique Développement de la production Structuration de l'entreprise	250 000 €	18/02/2025	3
TEN BELLES BREAD	Paris	75020	non	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Transition écologique et énergétique Augmentation des capacités de production Déploiement de l'offre B2B	170 000 €	26/02/2025	3
TERTIO RECYCLE	Gargenville	78440	non	Eco-construction, ville durable et intelligente	Transition écologique et énergétique Développement de la capacité de production, de manutention et de stockage	375 000 €	07/10/2024	3
TOTALINUX	Jouy-en-Josas	78350	non	Numérique, industrie de la donnée et industries créatives	Modernisation de l'outil de production	375 000 €	27/03/2025	3

Annexe 3 : Désignation des 14 bénéficiaires TP'up

Raison sociale	Code Postal	Commune	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
CHOISY MECANIQUE GENERALE	94600	CHOISY LE ROI	VRAI	Autre	Axe dédié à la transition écologique et énergétique de votre entreprise Diversification, développement et modernisation des capacités de production	52 000 €	17/04/2025	2
CONSTEL EDUCATION	75020	PARIS	FAUX	Numérique, industrie de la donnée et industries créatives	Transition écologique Accélération commerciale en France et à l'export	25 000 €	18/06/2025	2
FERMETAL	95310	SAINT OUEN L'AUMONE	VRAI	Autre	Transition écologique et performance industrielle, L'accroissement des capacités de production	40 000 €	04/05/2025	2
FIVER	92140	CLAMART	FAUX	Autre	Digitalisation et transport numérique Modernisation et optimisation de la production Internationalisation Transition écologique et responsabilité sociale Conseil et stratégie	55 000 €	07/03/2025	2
INDEV MOBILITY	78000	VERSAILLES	FAUX	Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont automobile)	Engagement transition écologique et énergétique Développement de l'activité de conception de bancs d'essais pour systèmes de mobilité bas carbone Développement de l'activité "Prototypes de mobilité bas carbone" Développement commercial et international (Europe)	10 000 €	27/03/2025	1
MG TEX	93260	LES LILAS	FAUX	Autre	Transition écologique et énergétique	45 000 €	04/06/2025	2
NUMERIQUE PRODUCTION	77620	EGREVILLE	VRAI	Autre	Transition écologique et énergétique Accroissement des capacités de production et développement de l'activité	66 000 €	05/02/2025	2
OTENA	75016	PARIS	FAUX	Eco-construction, ville durable et intelligente	Engagement transition écologique et énergétique Amélioration des capacités de production Développement de la commercialisation en France et à l'international	30 000 €	15/05/2025	2
SAINTS PERES	75007	PARIS	FAUX	Luxe et cosmétique	Développement de la démarche RSE Pivot et lancement de la marque Saints Pères Structuration de la stratégie de développement à l'international	25 000 €	13/05/2025	2

Raison sociale	Code Postal	Commune	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
SERIPUB	91530	ETRECHY	FAUX	Autre	Axe dédié à la transition écologique et énergétique	36 000 €	30/04/2025	2
SERMIA	91410	DOURDAN	FAUX	Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont automobile)	Engagement transition écologique et énergétique Augmentation et modernisation des capacités de production	55 000 €	25/03/2025	2
TRAVEL ME	75014	PARIS	FAUX	Autre	Mise en place d'un bilan carbone Développement par un prestataire d'un ERP pour la gestion de l'activité Expansion et prospection à l'international Conseil stratégique et organisationnel : Conseil en stratégie marketing et commerciale et en organisation	35 000 €	24/04/2025	2
UWAVE	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	FAUX	Autre	Transition écologique et énergétique Augmentation des capacités de production Développement à l'international : Europe	45 000 €	20/05/2025	2
VELLA ET BRET	94210	VILLENEUVE-LE-ROI	VRAI	Eco-construction, ville durable et intelligente	Amélioration des performances énergétiques de notre atelier Augmentation de notre capacité de fabrication et de stockage dans notre nouvel atelier	57 000 €	23/05/2025	2

Annexe 4 : Désignation des 8 bénéficiaires PM'up Jeunes pousses industrielles

Désignation des 8 bénéficiaires PM'up Jeunes pousses industrielles

Raison sociale	Commune	Code postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
DIOXYCLE	SAINT-OUEN	93400	Non	Energies vertes et décarbonées	Ligne de production : investissements matériels et immatériels Recrutements structurants de fonctions industrielles Innovation industrielle	990 000 €	23/03/2025	3
HEMERIS	SACLAY	91400	Non	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Ligne de production : investissements matériels et immatériels Conseil industriel Recrutements structurants de fonctions industrielles Innovation industrielle	550 000 €	23/03/2025	3
HYLIGHT	LE PLESSIS-PATE	91220	Non	Eco-construction, ville durable et intelligente	Ligne de production : investissements matériels et immatériels Conseil industriel Innovation industrielle	500 000 €	23/03/2025	3
LGD	CERGY	95000	Oui	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Ligne de production : investissements matériels et immatériels Recrutements structurants de fonctions industrielles	400 000 €	15/01/2025	3
NCODIN	PALaiseau	91120	Non	Numérique, Industrie de la donnée et industries créatives	Ligne de production : investissements matériels et immatériels Recrutements structurants de fonctions industrielles	800 000 €	23/03/2025	3
ROBEAUTE	PARIS	75014	Non	Santé et soins	Ligne de production : investissements matériels et immatériels Conseil industriel Recrutements structurants de fonctions industrielles Innovation industrielle	580 000 €	21/03/2025	3
STAAQ TECHNOLOGY	LES LOGES-EN-JOSAS	78350	Non	Energies vertes et décarbonées	Ligne de production : investissements matériels et immatériels Conseil industriel Recrutements structurants de fonctions industrielles	980 000 €	20/03/2025	3
TRACK-OFFICE	CHILLY-MAZARIN	91380	Non	Eco-construction, ville durable et intelligente	Ligne de production : investissements matériels et immatériels Recrutements structurants de fonctions industrielles	300 000 €	31/12/2024	3

Annexe 5 : Fiches projets Aides d'urgence Inondations d'octobre 2024

DOSSIER N° EX092064 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - INSTITUT SOLEIL BEAUTE SANDRINE

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT SOLEIL BEAUTE SANDRINE

Adresse administrative : 27 BIS RUE JULIETTE ADAM
91190 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame SANDRINE GILBERTE VERGNES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : institut de beauté

Nature du sinistre : dégâts sur le bâtiment (plaintes, murs, peinture, portes) et sur le mobilier

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	1 000,00	100,00%
Total	1 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 000,00	100,00%
Total	1 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX092065 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - G B GOURMANDIZ

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GB GOURMANDIZ

Adresse administrative : 1 PLACE CAMUS
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur ELMER GROENEWOUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : restauration

Nature du sinistre : dégâts matériels dans la cuisine, au bar et en salle

Localisation géographique :

- CC PAYS CRECOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	3 000,00	100,00%
Total	3 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 000,00	100,00%
Total	3 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096155 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - SARL PHILIPPE GESTION

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL PHILIPPE GESTION

Adresse administrative : 8T RUE DE L'YVETTE
91160 LONGJUMEAU

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame NATHALIE MARIANI, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : cabinet d'administration de biens immobiliers

Nature du sinistre : la société a été entièrement inondée sous 70 cm d'eau, endommageant l'ensemble du bâtiment et des équipements mobiliers

Localisation géographique :

- EST ENSEMBLE (EPT8)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096161 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - ADJA TITOUCHE

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADJA TITOUCHE

Adresse administrative : 9 RUE CYPRIEN BORGNON
77860 COUILLY-PONT-AUX-DAMES

Statut Juridique : Entrepreneur individuel

Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : bar-tabac

Nature du sinistre : inondation sous 50 cm d'eau de tout le commerce, perte de tout le mobilier et de tout l'agencement (frigorifère, congélateur, lave-vaisselle, armoires, vitrines)

Localisation géographique :

- CC OREE DE LA BRIE (77-SEINE ET MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	2 000,00	100,00%
Total	2 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 000,00	100,00%
Total	2 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096164 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - LA HARDE

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA HARDE COUL THEATRE

Adresse administrative : 7 RUE DU GENERAL LECLERC
77120 COULOMMIERS

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame NADEGE RIGAULT, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : théâtre

Nature du sinistre : dégâts sur le matériel nécessaire aux spectacles, la billetterie, les murs, l'électricité et tous les sols au rez-de-chaussée

Localisation géographique :

- (EX77) CC PAYS DE COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	2 000,00	100,00%
Total	2 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 000,00	100,00%
Total	2 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096232 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - ANDIAMO PIZZA

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANDIAMO PIZZA

Adresse administrative : 33 PLACE DU MARCHE
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur KAMEL LAZID, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : pizzeria

Nature du sinistre : dégradation de tous les matériels de production ainsi que du local

Localisation géographique :

- CC OREE DE LA BRIE (77-SEINE ET MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096238 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - FGD EXPERTISE COMPTABLE

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FGD EXPERTISE COMPTABLE

Adresse administrative : 5 RUE DU BARROIS
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur FRANCOIS-GUILLAUME DEVESSIER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : expertise comptable

Nature du sinistre : inondation totale du rez-de-chaussée du local, occasionnant la perte de matériel (mobilier de bureau, ordinateurs, scanners, meubles professionnels)

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégats matériels	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096362 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - 4 SAVEURS

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 4 SAVEURS PAUSE SAVEUR

Adresse administrative : 8 RUE DU MARCHE
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame MARJORIE FERREIRA, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : épicerie fine

Nature du sinistre : inondation sous un mètre d'eau de toute la boutique, perte de tout le mobilier et de tout l'agencement

Localisation géographique :

- CC OREE DE LA BRIE (77-SEINE ET MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	1 000,00	100,00%
Total	1 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 000,00	100,00%
Total	1 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096364 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - LOOK COULOMMIERS

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOOK COULOMMIERS UN LOOK POUR TOUS

Adresse administrative : 1 RUE DU GENERAL LECLERC
77120 COULOMMIERS

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame CHARLENE MARYVONNE SOLANGE THUAU, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité de l'entreprise : salon de coiffure

Nature du sinistre : détériorations des murs et portes, du ballon d'eau et des prises électriques, du mobilier et du matériel

Localisation géographique :

- (EX77) CC PAYS DE COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	1 000,00	100,00%
Total	1 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 000,00	100,00%
Total	1 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 6 : Contrat type Prêt IDF Prévention

CONTRAT DE PRET

(aide relevant de l'article L. 1511-2 du CGCT versée sous la forme d'un prêt public)

entre

[...]

Bénéficiaire

et

la Région Ile-de-France

Date [...]

SOMMAIRE

1.	DEFINITIONS ET INTERPRETATION.....	6
2.	LE PRET.....	10
3.	UTILISATION DU PRET	11
4.	CONDITIONS PREALABLES.....	11
5.	REMBOURSEMENT NORMAL	12
6.	REMBOURSEMENT ANTICIPE	13
7.	INTERETS	14
8.	PERIODES D'INTERETS.....	16
9.	OBLIGATIONS D'INDEMNISATION	16
10.	DECLARATIONS ET GARANTIES	17
11.	ENGAGEMENTS.....	20
12.	EXIGIBILITE ANTICIPEE.....	26
13.	MODALITES DE PAIEMENT	28
14.	CALCULS ET CERTIFICATS	28
15.	NOTIFICATIONS.....	29
16.	PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT	31
17.	CHANGEMENT DE PARTIES	31
18.	EXERCICE DES DROITS – NON RENONCIATION	31
19.	MODIFICATION DU CONTRAT	31
20.	NULLITE PARTIELLE.....	31
21.	STIPULATIONS DIVERSES	32
22.	CONFIDENTIALITE	32
23.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	32
24.	ABSENCE D'IMPREVISION.....	33
25.	DROIT APPLICABLE - JURIDICTION COMPETENTE	33
26.	ELECTION DE DOMICILE	34
27.	SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	34

SIGNATURES 35

LISTE DES ANNEXES..... 36

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- (1) **Région Ile-de-France**, domiciliée [2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine] représentée par sa présidente, Madame Valérie Péresse, en vertu de la délibération n° [à compléter],

ci-après désigné(s) la "**Région**"

- (2) [**Bénéficiaire**], [forme sociale], dont le siège social est [adresse], et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de [•] sous le numéro d'identification unique [•], représentée par [nom], son [fonction], [dûment habilité(e) aux fins de signature des présentes],

ci-après désigné(s) le "**Bénéficiaire**"

La Région et le Bénéficiaire étant ci-après dénommés individuellement une "**Partie**" et collectivement les "**Parties**".

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIVIT :

I. Bases réglementaires

- (A) **VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- (B) **VU** le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- (C) **VU** l'article L. 1511-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- (D) **VU** la Communication de la Commission relative à la révision de la méthode de calcul des taux de référence et d'actualisation (2008/C 14/02)
- (E) **VU** la Communication de la Commission relative à la notion d' « aide d'État » visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne C/2016/2946
- (F) **VU** le dispositif Fonds de Prêt « Ile-de-France Prévention » à destination des entreprises rencontrant des tensions de trésorerie, adopté par délibération n°CR 2025-009 du Conseil Régional d'Ile-de-France du 26 mars 2025 et son règlement d'intervention ;
- (G) **VU** [délibération de la Commission Permanente de la Région ayant validé l'octroi du Prêt]

II. Contexte

- (A) [description du Bénéficiaire et de son activité à intégrer]
- (B) [description des difficultés rencontrées par le Bénéficiaire, du plan de restructuration et des cofinancements prévus permettant de respecter le ratio de 1 pour 1] (le "**Plan de Restructuration**").

- (C) Dans ce contexte et conformément à l'article 1511-2 du Code général des collectivités territoriales, la Région se propose de participer à ce plan de restructuration par l'octroi d'une aide sous forme d'un prêt d'un montant de [•] Euros ([•]) (ESB : [à compléter]) (le "**Prêt**").
- (D) Le Bénéficiaire (considéré avec ses Affiliés) :
- (i) répond à la définition d'une PME (moins de 250 salariés, chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'Euros ou total de bilan n'excédant pas 43 millions d'Euros), a son siège social en Ile-de-France et a un effectif supérieur ou égal à 20 salariés ;
 - (ii) [exerce son activité dans le secteur industriel ou dans un secteur d'activité considéré comme stratégique au titre du SRDEII Impact 2028 de la Région Île-de-France
 - (iii) ne répond pas à la définition européenne d'une entreprise en difficulté au plus tard à la date de conclusion du Contrat et est éligible au régime des aides *de minimis*.

III. **Négociations préalables**

- (A) Les Parties rappellent et déclarent avoir librement négocié les termes du Contrat, lequel constitue par conséquent un contrat de gré à gré au sens des dispositions de l'article 1110 du Code civil.
- (B) Chaque Partie reconnaît par ailleurs que, préalablement à la conclusion du Contrat, elle a sollicité des autres Parties concernées la fourniture des informations qui avaient pour elle une importance déterminante de son consentement à la conclusion du Contrat au sens des dispositions de l'article 1112-1 du Code civil (outre les documents et informations fournis par le Bénéficiaire) et reconnaît ainsi conclure le Contrat en toute connaissance de cause.

IV. **Le Contrat**

En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le Contrat afin de définir les termes et conditions applicables à l'aide versée sous la forme du Prêt consenti au Bénéficiaire par la Région.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1 Définitions

Dans le Contrat :

"Affilié" désigne toute société ou entité, directement ou indirectement contrôlée par, contrôlant directement ou indirectement, ou soumise au même contrôle direct ou indirect que, une autre société ou entité ; pour les besoins de la présente définition, le terme "contrôle" désigne le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

"Autorités pouvant imposer des Sanctions" désigne :

- (a) les Etats-Unis d'Amérique ; et/ou
- (b) les Nations Unies ; et/ou
- (c) l'Union Européenne ou tout État membre actuel ou futur de celle-ci ; et/ou
- (d) la France ; et/ou
- (e) le Royaume Uni ; et/ou
- (f) les autorités respectives des autorités visées ci-avant (notamment leur gouvernement ou une de ses subdivisions (à quelque niveau que ce soit), une juridiction judiciaire ou administrative, une banque centrale ou toute autre entité ayant des fonctions ou pouvoirs exécutifs, législatifs, judiciaires, fiscaux, réglementaires ou administratifs), en ce compris mais non exclusivement, l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*) du Département du Trésor américain, le Département d'Etat américain (*U.S. Department of State*), le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Trésor britannique (*His Majesty's Treasury*) ou toute autre autorité compétente en matière de Sanctions.

"Centre des Intérêts Principaux" a le sens qui est attribué à ce terme à l'article 3.1 du Règlement (UE) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte) (le **"Règlement"**).

"Changement de Contrôle" désigne **[à compléter pour chaque opération]**

"Co-Financement" désigne la nouvelle injection de fonds (au moyen de prêts bancaires uniquement) devant être mise en place au plus tard à la Date de Signature à hauteur d'un montant au moins égal au montant du Prêt et dont la durée, le différé d'amortissement (le cas échéant) et la périodicité des échéances d'amortissement sont identiques à celle du Prêt.] *[à adapter le cas échéant à chaque opération pour viser plus précisément les documents concernés]*

"Compte de la Région" désigne le compte bancaire dont les coordonnées figurent en ANNEXE 1 (*RIB du Compte de la Région*).

"Compte du Bénéficiaire" désigne le compte bancaire dont les coordonnées figurent en ANNEXE 2 (*RIB du Compte du Bénéficiaire*).

"Contrat" désigne le présent contrat, y compris son exposé préalable et ses Annexes, tel qu'il pourra être modifié ultérieurement.

"Date d'Echéance Finale" désigne le [•].

"Date de Paiement Trimestrielle" désigne le [•], [•], [•] et [•] de chaque année, ainsi que la Date d'Echéance Finale, étant rappelé que si l'une de ces dates n'était pas un Jour Ouvré, l'Article 13.5 (*Jours Ouvrés*) s'appliquera.

"Domaine d'Activité" désigne [à compléter]

"Encours" désigne, à une date donnée, le montant total en principal du Prêt mis à la disposition du Bénéficiaire par la Région et non encore remboursé.

"Endettement" désigne tout endettement relatif à :

- (a) des sommes empruntées (en ce compris tout découvert) ;
- (b) des fonds mobilisés grâce à l'acceptation par un tiers de lettres de change (ou tout instrument équivalent sous une forme dématérialisée) ;
- (c) des fonds mobilisés grâce à l'achat de billets à ordre ou levés par une émission d'obligations, de bons de caisse, de billets de trésorerie ou d'autres titres de créances ;
- (d) des engagements au titre d'un contrat de location ou de crédit-bail, qualifié de location financière par les principes comptables applicables en France (PCG), mais à l'exclusion de tout dépôt de garantie ;
- (e) tout montant dû au titre du prix d'achat de biens ou de services dont le paiement est différé pour une période supérieure à cent vingt (120) jours en vue d'obtenir un financement ou financer l'achat de ces biens ou services ;
- (f) l'escompte de créances (sauf si l'escompte est sans recours) ;
- (g) des fonds levés au titre de toute autre opération (y compris les ventes et achats à terme) non mentionné dans les autres paragraphes de cette définition et ayant l'effet économique d'un emprunt ou considéré comme tel comptablement ;
- (h) des opérations sur produits dérivés conclues afin de couvrir un risque, ou de tirer profit d'une fluctuation, de taux ou de cours quelconque ;
- (i) une obligation éventuelle de remboursement en qualité de donneur d'ordre à raison d'un cautionnement, d'une garantie, d'une lettre de crédit standby ou documentaire ou de tout autre engagement par signature émis par une banque ou une institution financière ; et
- (j) tout engagement de garantie personnelle portant sur l'un des types d'endettement visés aux paragraphes(a) à (i) ci-dessus.

"Impôt" désigne toute taxe, prélèvement, droit, impôt, redevance, cotisation, contribution ou toute charge ou retenue de nature similaire (y compris les pénalités, amendes, majorations et les intérêts dus en raison du non-paiement ou de retard dans le paiement d'une de ces sommes ou en raison de l'absence de déclaration portant sur un Impôt ou du dépôt tardif de cette déclaration).

"Jour Ouvré" désigne tout jour entier, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés, qui est un jour durant lequel les banques sont ouvertes pour leur activité générale à Paris.

"Législation sur la Lutte contre la Corruption" désigne (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, notamment celles contenues au Livre IV, Titre III "Des atteintes à l'autorité de l'Etat" et Titre IV "Des atteintes à la confiance publique" du Code pénal et la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et les décrets pris pour son application et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption à portée extraterritoriale, notamment américaine (*Foreign Corrupt Practices Act* de 1977) et britannique (*UK Bribery Act* de 2010) dans la mesure où celles-ci sont applicables.

"Législation sur le Blanchiment" désigne toute législation ou autre réglementation applicable notamment aux établissements de crédit et aux fonds réglementés dans un Etat Membre Participant de l'Union Européenne, et relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, résultant notamment des dispositions :

- (a) de la Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la Directive 2006/70/CE de la Commission ;
- (b) du Règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le Règlement (CE) n° 1781/2006 ;
- (c) du décret n° 2018-284 du 18 avril 2018 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ou tout autre texte qui s'y ajouterait ou la remplacerait ;
- (d) du Livre III, Titre II "Des autres atteintes aux biens" du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, du Livre IV, Titre II "Du Terrorisme" du Code pénal ainsi que du Livre V, Titre VI "Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscales" du Code monétaire et financier ;
- (e) de la Directive (UE) 2018/673 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal ;
- (f) de l'Ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020 renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;

- (g) des Décrets n°2020-118 et 2020-119 du 12 février 2020 renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; et
- (h) de tout autre texte qui viendrait compléter ou remplacer chacune des réglementations précitées et qui s'imposerait à la Région.

"Pays ou Territoire Sous Sanctions" désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions interdisant ou restreignant les relations avec ce pays, territoire ou gouvernement.

"Période d'Intérêts" désigne toute période qui sert de base de calcul des intérêts afférents à l'Encours du Prêt, déterminée conformément aux stipulations de l'Article 8 (*Périodes d'Intérêts*).

"Personne Sanctionnée" désigne toute personne (a) qui est visée par des Sanctions, ou qui est détenue ou contrôlée directement ou indirectement par une ou plusieurs personnes qui sont visées par des Sanctions ; (b) qui est située, enregistrée, organisée sous les lois de ou résidente d'un Pays ou Territoire Sous Sanction ; ou (c) qui est visée par ailleurs par des Sanctions, ou qui agit pour le compte ou sur les instructions de toute personne désignée aux paragraphes (a), (b) ou (c) ci-dessus.

"Procédure Collective" désigne, le fait, pour toute entité , qu'un jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (en ce compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, une procédure de sauvegarde accélérée), de redressement ou de liquidation judiciaire, ou un jugement ordonnant la cession totale ou partielle de l'entreprise soit prononcé à l'encontre de l'entité concernée en application des articles L. 620-1 à L. 670-8 du Code de commerce

"Sanctions" désigne toute mesure restrictive à caractère obligatoire édictant des sanctions financières, économiques ou commerciale, en ce compris, toute sanctions ou mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des Personnes ou portant sur des biens ou des territoires déterminés mise en œuvre ou édictée par une Autorité pouvant imposer des Sanctions.

"Plan de Restructuration" a la signification attribuée à ce terme dans le préambule.

"Prêt" a la signification attribuée à ce terme dans le préambule.

1.2 Interprétation

1.2.1 Dans le Contrat, sauf indication contraire :

- (a) **"actifs"** s'entend des biens, revenus et droits de toute nature, présents ou futurs ;
- (b) toute référence à une **"Partie"** ou à la **"Région"** inclut ses successeurs, cessionnaires et ayants-droits à, ou de, ses droits et/ou obligations au titre du Contrat ;
- (c) **"cession"** s'entend de tout mode de cession de droits et/ou obligations en droit français ou de la qualité de partie à un contrat en droit français ;
- (d) **"contrôle"**, **"contrôlé"** et/ou **"contrôlant"** ont la signification qui est donnée à ces termes à l'article L.233-3 du Code de commerce ;

- (e) toute référence au "**Contrat**", à un autre contrat ou à tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété, et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation ;
 - (f) "**endettement**" s'entend de toute obligation de paiement ou de remboursement d'une somme d'argent, souscrite par une personne quelconque (à titre principal ou en tant que garant), qu'elle soit exigible ou à terme, certaine ou conditionnelle ;
 - (g) "**garantie**" s'entend de tout type de sûreté personnelle ;
 - (h) "**personne**" s'entend de tout individu, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout Etat ou tout démembrement d'un Etat, ainsi que de toute association, fiducie, coentreprise, consortium, société de personnes ou autre entité ayant ou non la personnalité morale ;
 - (i) "**sûreté**" inclut tout type de sûreté réelle et toute cession à titre de garantie ;
 - (j) les références aux "**Articles**", "**Annexes**" et "**paragraphes**" doivent être interprétées comme des références aux articles, annexes et paragraphes du Contrat ;
 - (k) toute référence à une disposition légale ou réglementaire s'entend de cette disposition telle qu'amendée ou mise à jour à tout moment ;
 - (l) les mots comportant le pluriel doivent inclure le singulier et vice versa ; et
 - (m) sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris.
- 1.2.2 Le sommaire et les titres des Articles et Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation du Contrat.
- 1.2.3 Un Cas d'Exigibilité Anticipée Potentiel ou un Cas d'Exigibilité Anticipée est "**en cours**" ou "**perdure**" s'il n'y a pas été remédié ou si les personnes qui peuvent s'en prévaloir n'y ont pas expressément renoncé.

2. LE PRET

2.1 Montant du Prêt

La Région consent au Bénéficiaire, qui l'accepte, aux termes et conditions figurant aux présentes, une aide sous la forme d'un prêt non réutilisable en Euros d'un montant total maximum en principal égal à [•] Euros ([•] €).

2.2 Objet du Prêt

Conformément aux objectifs du fonds de prêts « Ile-de-France Prévention » à destination des entreprises rencontrant des tensions de trésorerie et dans les conditions fixées par le Conseil régional, la Région a souhaité octroyer au Bénéficiaire une aide régie par l'article L. 1511-2 du Code général des collectivités territoriales sous la forme d'un prêt public à des conditions plus favorables que les conditions du marché destiné à [financer les besoins en fonds de roulement

et les investissements corporels (hors immobilier), envisagés par le Bénéficiaire dans le cadre du Plan de Restructuration]/[à préciser pour chaque dossier].

2.3 Nature et montant de l'aide publique

L'aide revêt la forme d'une aide *de minimis* au sens du règlement (UE) 2023/2831 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*.

L'aide versée sous la forme d'un prêt à des conditions plus favorables que les conditions du marché a été déterminée par calcul de son Equivalent-Subvention Brut conformément à la réglementation applicable en matière d'aides d'Etat.

L'Equivalent-Subvention Brut de l'aide *de minimis* octroyée au Bénéficiaire s'élève à la somme de [à compléter], le détail de son calcul figurant en ANNEXE 3 (*Détail du calcul de l'E*).

2.4 Durée

- 2.4.1 Sans préjudice des stipulations des Articles 5 (*Remboursement normal*), 6 (*Remboursement anticipé*) et 12 (*Exigibilité anticipée*), le Prêt est consenti pour une durée expirant à la Date d'Echéance Finale.

2.5 Stipulations diverses

- 2.5.1 Le Bénéficiaire déclare souscrire le Prêt pour son propre compte. Il est précisé que la Région n'encourt aucune responsabilité liée à l'utilisation faite, par le Bénéficiaire, des fonds mis à sa disposition au titre du Contrat. La Région pourra toutefois vérifier cette utilisation à tout moment et le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Région, à première demande de cette dernière, les justificatifs nécessaires à cet effet qui ne lui auraient pas déjà été fournis conformément aux autres stipulations du Contrat.

Il est également précisé que le Bénéficiaire pourra être soumis à des contrôles *a posteriori* diligentés par les autorités administratives, un tel contrôle pouvant être exercé notamment, mais non exclusivement, par tout service de la Région, l'Etat, la Chambre régionale des comptes, la Commission européenne ou tout organisme de contrôle qui lui est affilié.

- 2.5.2 Le Prêt est stipulé non réutilisable par le Bénéficiaire. Par conséquent, le Bénéficiaire ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie des montants qui auront été remboursés au titre du Prêt en application des stipulations du Contrat.

3. UTILISATION DU PRET

Le Prêt sera mis à la disposition du Bénéficiaire dans un délai de 30 Jours Ouvrés à compter de la Date de Signature, sur le Compte du Bénéficiaire.

4. CONDITIONS PREALABLES

L'obligation pour la Région de signer le Contrat et de mettre le Prêt à disposition du Bénéficiaire est subordonnée à la réalisation définitive, préalable ou concomitante à la Date de Signature, de

l'ensemble des conditions énumérées en ANNEXE 4 (*Conditions préalables*), satisfaisantes, tant sur la forme que sur le fond, pour la Région.

5. REMBOURSEMENT NORMAL

5.1 Principe

5.1.1 Sous réserve des stipulations des Articles 6 (*Remboursement anticipé*) et 12 (*Exigibilité anticipée*), le Bénéficiaire remboursera l'Encours du Prêt à la Région selon le tableau d'amortissement figurant en ANNEXE 5 (*Tableau d'amortissement*), l'Encours du Prêt devant en tout état de cause être remboursé en intégralité au plus tard à la Date d'Echéance Finale.

5.1.2 Tout remboursement de l'Encours du Prêt intervenant en application du présent Article 5 (*Remboursement normal*) devra être accompagné du paiement des intérêts et intérêts de retard y afférents et toutes autres sommes afférentes au montant en principal remboursé dues, le cas échéant, à la Région au titre du Contrat.

5.1.3 La Région émettra un titre de recettes pour chaque échéance, en principal et intérêts, exigible à chaque Date de Paiement Trimestrielle.

5.2 Révision des modalités de remboursement

Si le Bénéficiaire rencontre des difficultés avérées, celui-ci pourra solliciter des délais de paiement ou la révision du montant des échéances de remboursement de l'Encours du Prêt, étant précisé que la durée additionnelle d'amortissement du Prêt ne pourra pas excéder deux (2) ans. Il devra, à cet effet, obligatoirement respecter l'une des deux démarches suivantes :

Si la date d'échéance d'un montant en principal ou de tout montant impayé au titre du présent Contrat est prorogée (de quelque manière que ce soit, y compris en application du présent Article, mais sans que ce soit limitatif), ce montant portera intérêts pendant la période de prorogation au taux applicable à la date d'échéance initiale.

5.2.1 Demande de délai de paiement

- (a) Dès réception de l'avis d'exigibilité d'une échéance donnée, le Bénéficiaire pourra transmettre une demande écrite, motivée, envoyée par courriel à la Direction régionale des finances publiques avec copie à la Région, à l'adresse visée à l'Article 15.2 (*Adresses*).
- (b) Le comptable public examinera les motifs invoqués et pourra éventuellement décider, à sa seule discrétion, d'un délai de paiement pour l'échéance concernée. Le comptable public informera la Région dans les meilleurs délais de tout délai de paiement octroyé.

5.2.2 Demande de révision de l'échéancier d'amortissement

- (a) Le Bénéficiaire devra transmettre une demande écrite, motivée, envoyée à la Région en recommandé avec accusé de réception ou par courriel, à l'adresse visée à l'Article 15.2 (*Adresses*).

- (b) La Région examinera les motifs invoqués et pourra éventuellement décider (à sa seule discrétion) de réviser l'échéancier figurant en ANNEXE 5 (*Tableau d'amortissement*). Elle en informera le Bénéficiaire dans les meilleurs délais.
- (c) S'il est décidé de réviser l'échéancier, un avenant au Contrat sera conclu entre les Parties, étant précisé que la durée additionnelle d'amortissement du Prêt ne pourra pas excéder deux (2) ans.
- (d) Si la demande de révision de l'échéancier d'amortissement est rejetée, le Bénéficiaire sera tenu de se conformer à l'échéancier en vigueur. [Toutefois, il aura la possibilité de solliciter des délais de paiement conformément aux modalités figurant à l'article 5.2.1 (*Demande de délai de paiement*).]
- (e) Il est précisé à toutes fins utiles que toute révision de l'échéancier d'amortissement du Prêt pourra donner lieu au calcul d'un nouvel Equivalent-Subvention Brut.

6. REMBOURSEMENT ANTICIPE

6.1 Illégalité, Sanctions, corruption et blanchiment

Si, (i) aux termes de toute législation ou réglementation qui lui est applicable, il devenait illégal pour la Région d'exécuter l'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat ou de maintenir sa participation dans l'Encours du Prêt (y compris, pour écarter tout doute, en conséquence de la Législation sur la Lutte contre la Corruption et la Législation sur le Blanchiment) ou (ii) le Bénéficiaire (ou l'un de ses Affiliés) devenait une Personne Sanctionnée :

- (a) la Région en avisera le Bénéficiaire dans les meilleurs délais ;
- (b) le Bénéficiaire remboursera l'Encours du Prêt à la plus proche des deux (2) dates suivantes : la Date de Paiement Trimestrielle suivant immédiatement la date à laquelle la Région en aura informé le Bénéficiaire ou la date précisée par la Région dans l'avis envoyé au Bénéficiaire (étant précisé que le présent paragraphe ne pourra avoir pour effet d'imposer au Bénéficiaire de procéder à un remboursement moins de dix (10) Jours Ouvrés après qu'il ait eu connaissance de son obligation à cet égard).

6.2 En cas de Changement de Contrôle

En cas de Changement de Contrôle :

- (a) le Bénéficiaire devra notifier par écrit à la Région le Changement de Contrôle avec un préavis d'au moins trente (30) Jours Ouvrés avant la date du Changement de Contrôle ; et
- (b) le Bénéficiaire devra, à la date de survenance du Changement de Contrôle, procéder (i) au remboursement de l'intégralité de l'Encours du Prêt et (ii) au paiement de toutes autres sommes dues à la Région et exigibles au titre du Contrat et des autres Documents de Financement du fait de ce remboursement conformément aux stipulations de l'Article 6.4 (*Stipulations communes*).

6.3 Remboursement anticipé volontaire

- 6.3.1 Sous réserve des stipulations de l'Article 6.4 (*Stipulations communes*), le Bénéficiaire pourra rembourser par anticipation à la Région, tout ou partie de l'Encours du Prêt, pour un montant minimum correspondant à 20% de l'Encours du Prêt.
- 6.3.2 Tout remboursement anticipé volontaire en vertu du présent Article 6.3 (*Remboursement anticipé volontaire*) devra faire l'objet d'un préavis écrit d'au moins trente (30) Jours Ouvrés (ou tout délai plus court sous réserve de l'accord préalable de la Région) adressé à la Région avec copie à la Direction régionale des finances publiques. Le préavis devra indiquer le montant de l'Encours du Prêt devant faire l'objet du remboursement anticipé volontaire et la date à laquelle le remboursement doit intervenir.

6.4 Stipulations communes

- 6.4.1 Tout avis de remboursement anticipé remis par une Partie en application du présent Article 6 (*Remboursement anticipé*) sera définitif et irrévocable et, sauf stipulation contraire dans le Contrat, précisera la ou les dates de remboursement ainsi que son montant. Il est précisé afin d'éviter tout doute, que l'absence de préavis de remboursement ne libérera, en aucun cas, le Bénéficiaire de son obligation de procéder à un remboursement anticipé obligatoire de tout ou partie de l'Encours du Prêt conformément aux stipulations du Contrat.
- 6.4.2 Les montants remboursés par anticipation conformément aux stipulations de l'Article 6 (*Remboursement anticipé*) devront être accompagnés du paiement concomitant par le Bénéficiaire à la Région, des intérêts échus et intérêts de retard afférents au montant ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé et restant impayés et de celui des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement anticipé.

6.5 Allocation des remboursements anticipés partiels

Tout remboursement anticipé partiel, obligatoire ou volontaire, de l'Encours du Prêt sera alloué à la réduction du montant des échéances d'amortissement dues à chacune des Dates de Paiement Trimestrielles les plus lointaines en commençant par la dernière.

- 6.5.1 En cas de remboursement anticipé partiel effectué conformément aux stipulations du Contrat, la Région adressera au Bénéficiaire un tableau d'amortissement actualisé.

7. INTERETS

7.1 Calcul des intérêts

Le taux d'intérêts applicable à l'Encours du Prêt pour chaque Période d'Intérêts est le taux annuel exprimé en pourcentage qui est [à compléter pour chaque dossier] (le "Taux d'Intérêt").

7.2 Paiement des intérêts

Le Bénéficiaire doit payer les intérêts courus sur l'Encours du Prêt, à terme échu, à chaque Date de Paiement Trimestrielle, conformément au tableau d'amortissement visé en ANNEXE 5 (*Tableau d'amortissement*).

7.3 Intérêts de retard

- 7.3.1 Dans la limite de ce qui est permis par la loi applicable, toute somme due par le Bénéficiaire au titre du Contrat qui ne serait pas payée à bonne date pourra, à la discrétion de la Région, porter intérêt, de plein droit et sans mise en demeure préalable à compter de sa date d'exigibilité, sur la base du Taux d'Intérêt majoré de deux pour cent (2,00 %) l'an appliqué au nombre exact de jours civils écoulés entre la date d'exigibilité (comprise) et la date de paiement effectif de cette somme.
- 7.3.2 La perception d'intérêts de retard, qui seront exigibles à tout moment à première demande de la Région (via l'émission d'un titre de recettes spécifique à cet objet), n'impliquera ni octroi de délais de paiement, ni renonciation à un droit quelconque découlant, pour la Région, du Contrat.
- 7.3.3 Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non payés seront capitalisés avec le montant impayé au titre duquel ils seraient dus, dans la mesure où ils seraient dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

7.4 Taux effectif global

- 7.4.1 En vue de satisfaire aux exigences, notamment, des articles L. 314-1 à L. 314-5 et R. 314-1 et suivants du Code de la consommation et de l'article L.313-4 du Code monétaire et financier, et à cette fin seulement, la Région déclare à titre d'exemple au Bénéficiaire, qui l'accepte, que le taux effectif global applicable au Prêt peut être évalué, sur la base d'une année de trois cent soixante-cinq (365) jours (ou d'une année de trois cent soixante-six (366) jours pour les années bissextiles), à [•] pour cent ([•] %) l'an, soit un taux de période de [•] pour cent ([•] %) (période de 3 mois), en prenant pour hypothèses (x) une utilisation intégrale du Prêt entre la Date de Signature et la Date d'Echéance Finale et (y) un Taux d'Intérêt égal à [•] pour cent ([•] %) l'an.
- 7.4.2 Le taux effectif global a été calculé sur la base de l'hypothèse que le taux d'intérêt payable au titre du Contrat sera maintenu à son niveau initial pendant toute la durée du Contrat.
- 7.4.3 Le taux effectif global est donné à titre indicatif et ne saurait lier la Région pour l'avenir.
- 7.4.4 Ce taux effectif global indicatif ne saurait être opposable à la Région en cas de modification des informations portées à sa connaissance et le Bénéficiaire reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total du Prêt.
- 7.4.5 Pour la détermination du taux effectif global sont ajoutés aux intérêts, les frais, les taxes, les commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, supportés par le Bénéficiaire et connus de la Région à la date des présentes, ou dont le montant peut être déterminé à cette date, et qui constituent une condition pour obtenir le Prêt ou pour l'obtenir aux conditions annoncées, étant précisé que dans le cadre de l'obtention du Prêt aucun frais, taxe, commission ou rémunération de toute nature, directs ou indirects ; n'est supporté par le Bénéficiaire.

7.5 Capitalisation

Les intérêts restant dus pendant une année entière à compter de leur date d'exigibilité seront capitalisés conformément à l'article 1343-2 du Code civil et produiront des intérêts aux conditions précisées à l'Article 7.3 (*Intérêts de retard*) de plein droit et sans mise en demeure préalable.

8. PERIODES D'INTERETS

- 8.1 Toute Période d'Intérêts retenue pour le calcul des intérêts dus au titre du Prêt aura une durée de trois (3) mois, commençant à une Date de Paiement Trimestrielle (incluse) et s'achevant à la prochaine Date de Paiement Trimestrielle (exclue).
- 8.2 Par exception à ce qui précède :
- (a) la première Période d'Intérêts commencera à la Date de Signature (incluse) et s'achèvera à la première Date de Paiement Trimestrielle (exclue) ;
 - (b) la dernière Période d'Intérêts du Prêt s'achèvera en tout état de cause à la Date d'Echéance Finale.

9. OBLIGATIONS D'INDEMNISATION

- 9.1 Le Bénéficiaire dans les trois (3) Jours Ouvrés suivant la demande de la Région, indemniser la Région pour tout coût (en ce compris, l'ensemble des frais raisonnables qui seraient encourus par la Région, tels que les frais de conseil et les frais judiciaires), toute perte (autre que la perte d'un gain futur) ou responsabilité, encourus par la Région et dûment justifiés par la production de factures, en raison :
- (a) de la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée ou de l'investigation par la Région de tout événement qu'elle considère, de manière raisonnable, comme étant constitutif d'un Cas d'Exigibilité Anticipée ou d'un Cas d'Exigibilité Anticipée Potentiel ;
 - (b) du défaut de paiement à bonne date par le Bénéficiaire d'un montant dû au titre du Contrat ;
 - (c) du fait que l'Encours du Prêt (en tout ou partie) n'a pas été remboursé par anticipation, nonobstant un avis de remboursement anticipé adressé à la Région par le Bénéficiaire.
 - (d) d'actions entreprises par la Région sur le fondement d'une notification, d'une demande ou d'une instruction qu'elle a raisonnablement considérée comme étant authentique, exacte et dûment autorisée ; ou
 - (e) du recours par la Région à des conseils juridiques, des comptables, des conseillers fiscaux, des analystes et d'autres conseillers professionnels ou experts conformément au Contrat.
- 9.2 Toute obligation d'indemnisation à la charge du Bénéficiaire au titre de ou en lien avec le Contrat est indépendante de ses autres obligations au titre de ou en rapport avec le Contrat et restera en vigueur, dans la mesure permise par la loi, nonobstant l'arrivée du terme, la résiliation, la résolution, la caducité, la nullité, l'inopposabilité ou la remise en cause pour quelque cause que ce soit du Contrat.

10. DECLARATIONS ET GARANTIES

A la Date de Signature, le Bénéficiaire fait les déclarations et garanties stipulées au présent Article 10 (*Déclarations et garanties*) au profit de la Région. Elles seront réitérées, le cas échéant, aux dates spécifiées à l'Article 10.16 (*Réitération*).

10.1 Constitution et existence

Le Bénéficiaire est une société dûment immatriculée et existant valablement au regard du droit français, et il a la capacité de conduire ses activités et de détenir ses actifs.

10.2 Activités

- (a) Le Bénéficiaire a pour seules activités des activités entrant dans son Domaines d'Activité ou des activités connexes à celles-ci et n'est engagé dans aucune activité financière de nature uniquement spéculative et hors de la gestion normale de ses actifs.
- (b) Le Bénéficiaire exerce une partie substantielle de son activité en Ile-de-France

10.3 Siège social – Centre des Intérêts Principaux

- (a) A la Date de Signature, son siège social est situé dans la Région Ile-de-France.
- (b) A la Date de Signature, son Centre des Intérêts Principaux est situé en France et il n'a aucun établissement (tel que ce terme est défini dans l'article 2, point (10) du Règlement) dans un pays autre que la France.

10.4 Capacité – Pouvoirs

- (a) Le Bénéficiaire a la capacité de conclure le Contrat et d'exécuter ses obligations au titre du Contrat ; toute autorisation et toute formalité requises ont été obtenues pour autoriser la signature et l'exécution par le Bénéficiaire du Contrat et aucune limitation de sa capacité de souscrire des emprunts ne sera dépassée en raison du Prêt.
- (b) Le signataire du Contrat au nom du Bénéficiaire est dûment habilité à le représenter à cet effet.

10.5 Validité du Contrat

- (a) Le Contrat constitue des obligations valables et qui engagent juridiquement le Bénéficiaire, pouvant être mises en œuvre vis-à-vis du Bénéficiaire, conformément à leurs termes, le tout sous réserve des dispositions légales et réglementaires éventuellement applicables.
- (b) La signature et l'exécution par le Bénéficiaire de ses obligations au titre du Contrat :
 - (i) ne contreviennent à aucune loi ou réglementation applicables et à aucun jugement ou autorisation auxquels le Bénéficiaire est soumis ;
 - (ii) ne sont pas en contradiction et ne constitueront pas une violation de toute obligation à laquelle le Bénéficiaire est tenu ;

- (iii) ne contreviennent pas et ne sont pas en contradiction avec une quelconque stipulation des statuts ou autres documents sociaux du Bénéficiaire.

10.6 Autorisations et respect de la loi

- (a) L'ensemble des autorisations, licences et accords d'une administration ou d'une autorité publique significatifs et le cas échéant nécessaires pour permettre au Bénéficiaire de conduire les activités qui sont les siennes ont été obtenus et ces autorisations, licences et accords demeurent en vigueur et il n'existe pas de circonstances portées à la connaissance du Bénéficiaire aux termes desquelles ces autorisations, licences ou accords vont être rétractés ou modifiés en tout ou partie pour autant toutefois que cette rétractation ou modification ait un impact significatif et défavorable sur la conduite des activités du Bénéficiaire.
- (b) Le Bénéficiaire respecte les dispositions législatives, réglementaires et administratives qui lui sont applicables, et notamment l'ensemble des lois, réglementations applicables en matière environnementale et en matière d'aides d'Etat.

10.7 Comptes sociaux et états financiers

- (a) Les états financiers et documents comptables du Bénéficiaire sont réguliers et sincères et ont été établis conformément aux principes comptables applicables.
- (b) Les états financiers et documents comptables visés au paragraphe (a) ci-dessus, donnent une image fidèle et sincère de la situation comptable, financière et patrimoniale du Bénéficiaire pour la période qu'ils couvrent respectivement, à l'exception des éléments prévisionnels contenus dans ces documents qui ont été toutefois préparés de bonne foi.

10.8 Informations communiquées

- (a) Le Bénéficiaire a préparé avec attention et soin les informations le concernant qui ont été communiquées à la Région.
- (b) A la date de communication de ces informations, celles-ci étaient sincères, fidèles et établies de bonne foi sur des bases que le Bénéficiaire considérait alors comme raisonnables, étant précisé que s'agissant d'informations ou de documents prospectifs ou prévisionnels, cette déclaration est faite sous réserve de l'incertitude attachée à toute donnée prospective ou prévisionnelle.

10.9 Procédures Collectives

Le Bénéficiaire ne fait pas l'objet d'une Procédure Collective.

10.10 Absence de Cas d'Exigibilité Anticipée et de Cas d'Exigibilité Anticipée Potentiel

A la Date de Signature, il n'existe aucun fait, ou événement, qui soit de nature à constituer un Cas d'Exigibilité Anticipée ou un Cas d'Exigibilité Anticipée Potentiel.

10.11 Litiges

A la Date de Signature, il n'existe pas d'action ou d'instance pendante devant une juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire ou un tribunal arbitral et à laquelle le Bénéficiaire est partie ou, à la connaissance du Bénéficiaire, de menace écrite d'une telle action ou instance à l'encontre du Bénéficiaire. **[Note – instances en cours à communiquer à la Région et lister ici]**

10.12 Prêts

A la Date de Signature :

- (a) il n'a consenti aucun prêt, crédit ou avance sous quelque forme que ce soit et de quelque nature que ce soit (en ce compris au titre de toute convention de trésorerie) ; et
- (b) il n'a consenti aucune garantie ni accepté d'être débiteur solidaire de la dette d'un tiers.

10.13 Régime de *minimis*

A la Date de Signature, le montant total des aides *de minimis* en cours d'instruction ou accordées à l'Emprunteur (ou à toute entreprise unique (au sens du règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023) dont il relève), n'excède pas trois cent mille euros (300.000 €) sur les trois dernières années, en tenant compte de l'aide versée sous la forme du Prêt ayant fait l'objet du calcul de son Equivalent-Subvention Brut par la Région.

10.14 Législation sur la Lutte Contre la Corruption et Législation sur le Blanchiment

- (a) Ni le Bénéficiaire ni, à la connaissance du Bénéficiaire, aucun de ses Affiliés ni aucun de leurs mandataires, dirigeants, employés ou représentants respectifs n'est engagé dans une activité ou conduite susceptible d'enfreindre la Législation sur la Lutte contre la Corruption ou la Législation sur le Blanchiment ou toute autre législation ou réglementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption, en vigueur dans toute juridiction concernée.
- (b) Ni le Bénéficiaire ni, à la connaissance du Bénéficiaire, l'un quelconque de ses Affiliés, ni l'un de leurs administrateurs, mandataires ou dirigeants respectifs ne fait l'objet d'une réclamation, action, poursuite, procédure, enquête dirigée contre lui dans le cadre de toute législation ou réglementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption ou le financement du terrorisme, en vigueur dans toute juridiction applicable concernée (en ce compris la Législation sur la Lutte contre la Corruption et la Législation sur le Blanchiment).
- (c) A la Date de Signature, le Bénéficiaire a institué et maintient des procédures et politiques pour s'assurer du respect et prévenir toute violation des lois et réglementations visées au paragraphe (a) ci-dessus.
- (d) Ni le Bénéficiaire, ni aucun de ses Affiliés, ni aucune personne agissant pour son ou leur compte dans le cadre du présent Contrat n'a utilisé directement ou indirectement les produits du Prêt à des fins susceptibles d'enfreindre la Législation sur la Lutte contre la Corruption et la Législation sur le Blanchiment.

10.15 Sanctions

- (a) Ni le Bénéficiaire ni, à la connaissance du Bénéficiaire, aucun de ses Affiliés ni aucun de leurs mandataires, dirigeants, employés ou représentants respectifs :
 - (i) n'est une Personne Sanctionnée ; ou
 - (ii) n'est détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ;
 - (iii) n'est située ou organisée dans un Pays ou Territoire Sous Sanctions ; ou
 - (iv) n'est résident dans un Pays ou Territoire Sous Sanctions ; ou
 - (v) n'est engagé dans une activité avec une Personne Sanctionnée ; ou
 - (vi) n'a reçu de fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ; ou
 - (vii) ne fait l'objet de réclamation, action, poursuite, procédure, enquête dirigée contre lui dans le cadre des Sanctions ; ou
 - (viii) n'est engagé dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Pays ou Territoire Sous Sanctions.
- (b) A la Date de Signature, le Bénéficiaire a institué et maintient des procédures et politiques pour s'assurer du respect et prévenir toute violation des lois et réglementations applicables en matière de Sanctions.
- (c) Sauf si la Région le décide, il est précisé que les stipulations du présent Article ne lui bénéficieront pas dans la mesure, uniquement, où l'application de ces stipulations à son profit constituerait une violation par elle de toute réglementation anti-boycott qui lui est applicable.

10.16 Réitération

Les déclarations et garanties visées à l'Article 10 (*Déclarations et garanties*) sont faites ou données à la Date de Signature et seront supposées être réitérées à chaque Date de Paiement Trimestrielle, à l'exception toutefois des déclarations et garanties dont il est expressément stipulé qu'elles sont faites ou données à une date donnée.

11. ENGAGEMENTS

11.1 Engagements d'ordre général

11.1.1 Existence sociale et activité

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir son existence sociale et à exercer son activité en conformité avec ses statuts.
- (b) Le Bénéficiaire s'engage à ne pas transférer son siège social ni une part substantielle de son activité hors d'Ile-de-France.

11.1.2 Respect de la réglementation

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables, en particulier la réglementation en matière d'aides d'Etat. Le Bénéficiaire supporte seul les conséquences d'une violation ou d'un manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat et notamment au règlement (UE) 2023/2831 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*.
- (b) Le Bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique et financier de la Région ou de tout représentant accrédité par elle, ainsi qu'à donner toutes facilités pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place.

11.1.3 Accord et autorisation

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir et à maintenir en vigueur tous permis, licences, autorisations administratives et autres autorisations de toutes autorités compétentes qui sont requises par les lois règlements applicables aux fins de lui permettre d'exercer ses activités.

11.1.4 Prêts et crédits

Le Bénéficiaire s'engage à ne pas consentir à des tiers de crédits ou de prêts, sous quelque forme que ce soit, à l'exception, le cas échéant :

- (a) d'opérations de trésorerie avec des sociétés ayant avec lui, directement ou indirectement, des liens de capital conférant à l'une des entreprises liées un pouvoir de contrôle effectif sur les autres, et ce dans les limites prévues par la loi si de telles limites existent ; et
- (b) des crédits, prêts et délais de paiement (y compris tous crédits-vendeur) consentis à ses cocontractants dans le cadre de son activité.

11.1.5 Engagements hors bilan – Sûretés

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à ne pas contracter d'engagements hors bilan de quelque nature que ce soit, et ce à l'exception des engagements hors bilan contractés dans le cours normal de ses activités.
- (b) Le Bénéficiaire s'engage à ne pas consentir, une quelconque sûreté, à l'exception :
 - (i) des obligations qui sont privilégiées par l'effet de la loi, et
 - (ii) des sûretés consenties dans le cours normal des activités du Bénéficiaire telles que relevant de son Domaine d'Activité.

11.1.6 Objet du Prêt – remboursement du Prêt

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives relatives à l'utilisation du Prêt.

- (b) Le Bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité sur laquelle figurent tous éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses et recettes entrant dans le cadre de l'objet du Prêt.

Cette comptabilité ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant seront tenus à la disposition de la Région ou d'un représentant accrédité par elle dans les 15 Jours Ouvrés de la demande formulée par celle-ci.

- (c) Le Bénéficiaire s'engage à rembourser le Prêt par priorité sur tout autre engagement consenti au Bénéficiaire par ses actionnaires ou par des tiers, contracté antérieurement ou postérieurement à la signature du présent Contrat.

11.1.7 Communication

Le Bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la mise à disposition du Prêt, l'aide qui lui a été consentie par la Région dans toutes ses actions de communication. La mise en œuvre de cette obligation doit se faire dans le respect de la charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF et [CHARTe-VISIBILITE-V11.indd](#).

11.1.8 Régime de *minimis*

Le Bénéficiaire s'engage à déclarer le montant correspondant à l'Equivalent-Subvention Brut de l'aide versée sous la forme du Prêt, au titre des aides *de minimis* perçues par lui lors de toute demande d'aide ultérieure.

11.1.9 Législation sur la Lutte Contre la Corruption et Législation sur le Blanchiment

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser, directement ou indirectement, les sommes mises à disposition au titre du Prêt, à ne pas les prêter ou les mettre à disposition de toute personne :
 - (i) pour permettre, faciliter ou financer, directement ou indirectement, toute activité ou opération, y compris toute opération sous-jacente susceptible d'enfreindre toute législation ou réglementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption ou le financement du terrorisme, en vigueur dans toute juridiction applicable concernée (en ce compris la Législation sur la Lutte contre la Corruption et la Législation sur le Blanchiment) ; ou
 - (ii) de toute autre manière susceptible d'entraîner une violation de toute législation ou réglementation susvisée.
- (b) Le Bénéficiaire s'engage à (et se porte fort que ses Affiliés satisfassent à ce qui suit) :
 - (i) conduire ses activités en conformité avec toute la Législation sur le Blanchiment, la Législation sur la Lutte contre la Corruption, toutes règles applicables aux Sanctions et plus généralement toute loi ou réglementation en vigueur dans les États dans lesquels il opère, lui étant, le cas échéant, applicables et ayant pour objectif la prévention ou la répression de la corruption, du blanchiment d'argent ou du terrorisme ;

- (ii) mettre en place et maintenir des procédures de contrôle et de prévention pour assurer le respect de la Législation sur le Blanchiment et de la Législation sur la Lutte contre la Corruption, et plus généralement de toute loi ou réglementation en vigueur dans les États dans lesquels il opère, lui étant, le cas échéant, applicables et ayant pour objectif la prévention ou la répression de la corruption, du blanchiment d'argent ou du terrorisme ; et
 - (iii) mettre en place et maintenir des procédures de contrôle et de prévention appropriées pour s'assurer que le Prêt ne soit pas utilisé autrement que conformément aux stipulations du Contrat.
- (c) Le Bénéficiaire s'engage à informer sans délai la Région, dès lors qu'il en aura connaissance, de l'existence de toute réclamation, action, poursuite, procédure ou enquête dirigée contre lui (ou l'un de ses Affiliés) dans le cadre de toute législation ou réglementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption ou le financement du terrorisme, en vigueur dans toute juridiction applicable concernée (en ce compris la Législation sur la Lutte contre la Corruption et la Législation sur le Blanchiment).

11.1.10 Sanctions

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser, directement ou indirectement, les sommes mises à disposition au titre du Prêt, à ne pas les prêter, les investir ou les mettre à disposition de toute personne :
 - (i) aux fins de financer les activités ou les affaires, d'une Personne Sanctionnée ou avec une personne qui, ou dans un Pays ou Territoire Sous Sanctions qui, au moment de la mise à disposition des sommes, fait l'objet de Sanctions ; et
 - (ii) d'une quelconque manière qui aurait ou serait susceptible d'avoir pour résultat une violation des Sanctions par toute personne (en particulier la Région).
- (b) Le Bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser, directement ou indirectement, un quelconque revenu, fonds ou profit provenant d'une Personne Sanctionnée ou de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute personne située dans un Pays ou Territoire Sous Sanctions dans le but de rembourser ou payer les sommes dues à la Région au titre du présent Contrat.
- (c) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir des politiques et des procédures dont l'objet vise raisonnablement à garantir le respect des Sanctions.
- (d) Le Bénéficiaire s'engage à informer sans délai la Région, dès lors qu'il en aura connaissance, de l'existence de toute réclamation, action, poursuite, procédure, enquête dirigée contre lui (ou l'un de ses Affiliés) dans le cadre des Sanctions figurant dans le Contrat ainsi que de tout fait dont il aurait connaissance qui viendrait à rendre inexacte une ou plusieurs déclarations relatives aux Sanctions figurant dans le Contrat.
- (e) Sauf si la Région le décide, il est précisé que les engagements stipulés au présent Article ne bénéficieront pas à la Région, dans la mesure uniquement où l'application de ces

stipulations à son profit constituerait une violation par la Région de toute réglementation anti-boycott qui lui est applicable.

11.1.11 Clause éthique

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.
- (b) La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du Bénéficiaire dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de déclarer l'exigibilité anticipée du Prêt, conformément aux termes du présent Contrat. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

11.2 Engagements d'information

11.2.1 Notifications

Immédiatement dès qu'il en aura connaissance, le Bénéficiaire s'engage à informer la Région :

- (a) de la survenance de tout Cas d'Exigibilité Anticipée et de tout Cas d'Exigibilité Anticipée Potentiel et des actions entreprises pour y remédier ;
- (b) de la survenance de tout cas de remboursement anticipé obligatoire, total ou partiel, de l'Encours du Prêt ;
- (c) de la survenance de tout événement qui pourrait avoir un effet significatif défavorable sur sa capacité à rembourser les sommes dues au titre du Contrat (notamment toute ouverture de Procédure Collective qui pourrait concerner un Affilié du Bénéficiaire) ;
- (d) de la préparation de tout plan social ou de réduction d'effectif ;
- (e) de la modification de l'équipe dirigeante ;
- (f) de la modification de l'objet social et/ou de l'activité ;
- (g) de la modification de la détention et/ou de la répartition du capital social et des droits de vote de l'Emprunteur ;
- (h) de la cession d'éléments majeurs de l'exploitation de l'activité du Bénéficiaire ;
- (i) de la survenance de difficultés financières importantes susceptibles d'entraîner une cessation des paiements, ce qui inclus tout retard ou défaut de paiement de ses contributions, taxes, cotisations sociales ou fiscales courantes et autre ou de tout plan accordé par les services sociaux et fiscaux (CCSF notamment) ;

- (j) de la cessation de son activité ;
- (k) de l'ouverture d'une Procédure Collective ;
- (l) de la cession ou de la reprise d'une partie ou totalité son activité ;
- (m) de la délocalisation d'une partie ou de la totalité de son activité ;
- (n) du détail de toutes opérations de croissance externe, envisagées par la Société (et au plus tard dans un délai maximum de trente (30) jours précédant ladite opération) ;
- (o) de la souscription par le Bénéficiaire de tout financement (et au plus tard dans un délai maximum de trente (30) jours suivant ladite souscription) ;
- (p) de la survenance de tout Changement de Contrôle (et au plus tard dans un délai maximum de trente (30) Jours Ouvrés précédant ladite opération).

11.2.2 Remise de documents

L'Emprunteur s'engage à remettre à la Région :

- (a) dès qu'ils seront disponibles et au plus tard cent quatre-vingt (180) jours calendaires suivant la clôture de chaque exercice social, une copie, certifiée conforme par un représentant dûment habilité du Bénéficiaire, des comptes sociaux annuels (le cas échéant, si légalement requis, audités et certifiés) du Bénéficiaire (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et des annexes), accompagnés (i) de tout rapport sur lesdits comptes établi par ses commissaires aux comptes, et du procès-verbal de l'organe compétent du Bénéficiaire ayant approuvée lesdits comptes et des liasses fiscales complètes y relatives et (ii) d'un rapport sur l'évolution de son effectif ;
- (b) dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de chaque exercice social, une attestation, signée par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes du Bénéficiaire confirmant (i) le montant des dividendes versés aux actionnaires, (ii) le montant des remboursements des comptes courant d'associés et (iii) le montant des refacturations de fonctions supports et aux « *management fees* ».
- (c) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance, toute information détaillée sur toute procédure judiciaire, arbitrale ou administrative en cours à laquelle il est partie (en ce compris toute procédure relative à la récupération d'une aide illégale) ;
- (d) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance, une information détaillée sur toute action, mesure ou procédure en cours à son encontre, qui aurait pour conséquence de priver le Bénéficiaire de sa faculté d'exercer son activité ;
- (e) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance, de toute information détaillée sur une quelconque procédure d'expropriation, de séquestre, de confiscation ou de saisie, engagée à son encontre (ou à l'encontre de ses actifs) ;
- (f) dans les meilleurs délais suivant la demande de la Région, tout document relatif aux Bénéficiaires que la Région pourrait raisonnablement demander afin de se conformer aux

dispositions sur le blanchiment d'argent de la loi et de la réglementation applicables à la Région et aux exigences en matière d'identification des contreparties ;

- (g) annuellement et dès que ces documents sont disponibles, les attestations délivrées par les organismes sociaux et fiscaux démontrant le paiement par le Bénéficiaire des cotisations sociales et fiscales ;
- (h) à sa demande, tous les pièces justificatives relatives à l'utilisation du Prêt.

12. EXIGIBILITE ANTICIPEE

12.1 Cas d'Exigibilité Anticipée

La survenance de l'un(e) quelconque des événements ou circonstances visé(e)s ci-après pendant la durée du Contrat constitue un Cas d'Exigibilité Anticipée.

12.1.1 Défaut de paiement

Le Bénéficiaire ne paie pas à sa date d'exigibilité une somme quelconque due au titre du Contrat, au lieu et dans la devise convenus, sauf si :

- (a) le non-paiement résulte d'une erreur technique ; et
- (b) le paiement est effectué dans les deux (2) Jours Ouvrés suivant sa date d'exigibilité.

12.1.2 Engagements

- (a) Le Bénéficiaire manque à l'un de ses engagements au titre du Contrat.
- (b) Il ne sera pas possible de remédier à un manquement à une obligation de ne pas faire ou à l'Article 11.1.9 (*Législation sur la Lutte Contre la Corruption et Législation sur le Blanchiment*) et à l'Article 11.1.10 (*Sanctions*).

12.1.3 Inexactitude des déclarations et garanties

- (a) L'une des déclarations et garanties du Bénéficiaire contenues dans le Contrat ou tout autre document remis par ou pour le compte du Bénéficiaire au titre du Contrat est ou s'avère être inexacte ou trompeuse au moment où elle a été faite ou réputée avoir été faite et notamment la déclaration préalable (*Annexe 2*) remise à la Région concernant le montant total des aides *de minimis* perçues par le Bénéficiaire sur les trois derniers exercices fiscaux au plus tard à la date de signature du Contrat.
- (b) Il ne sera pas possible de remédier aux déclarations visées à l'Article 10.14 (*Législation sur la Lutte Contre la Corruption et Législation sur le Blanchiment*) et à l'Article 10.15 (*Sanctions*).

12.1.4 Défaut croisé

- (a) Le défaut de paiement par le Bénéficiaire ou la déchéance du terme, au titre d'un quelconque Endettement (autre qu'au titre du Contrat) du Bénéficiaire, à moins que le

Bénéficiaire y ait remédié dans les délais prévus pour ce faire dans la documentation se rapportant à l'Endettement concerné.

- (b) La survenance de tout cas de défaut (quelle qu'en soit sa dénomination contractuelle) susceptible d'entraîner la déchéance du terme au titre d'un quelconque Endettement (autre qu'au titre du Contrat) du Bénéficiaire, à moins que le Bénéficiaire y ait remédié dans les délais prévus pour ce faire dans la documentation se rapportant à l'Endettement concerné.

12.1.5 Défaut de validité

Un(e) ou plusieurs des obligation(s) ou engagement(s) résultant du Contrat, cesse(nt) de constituer un(e) ou des engagement(s) ou obligation(s) valable(s), en tout ou en partie, ou est(sont) ou devien(nen)t en tout ou en partie, illégal(illégaux), inapplicable(s), inopposable(s), caduc(s), nul(s), résilié(s), résolu(s) ou invalide(s) ou, de manière générale, cesse(nt) de produire ses(leurs) pleins effets.

12.1.6 Procédure Collective

Le Bénéficiaire fait l'objet d'une Procédure Collective.

12.1.7 Commissaires aux Comptes

Les commissaires aux comptes du Bénéficiaire émettent dans leur rapport annuel une réserve (autre que mineure ou technique ou liée à l'existence d'un Cas d'Exigibilité Anticipée ou de l'approche de la Date d'Echéance Finale) sur les comptes sociaux du Bénéficiaire ou refusent de certifier lesdits comptes sociaux.

12.1.8 Objet du Prêt

Le Bénéficiaire utilise le Prêt autrement que conformément à son objet précisé dans le Contrat.

12.1.9 Cessation d'activité

Le Bénéficiaire cesse son activité.

12.2 Conséquences de la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée

- 12.2.1 A tout moment après la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée, sous réserve qu'il persiste, la Région, avec l'appui de la Direction régionale des finances publiques, pourra, sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification au Bénéficiaire mais sans préjudice des dispositions impératives des articles L.611-16 et L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce, déclarer immédiatement exigible tout ou partie de l'Encours du Prêt, augmenté des intérêts en cours ou échus et de tous montants échus au titre du Contrat (en ce compris les intérêts et intérêts de retard). Ces montants deviendront alors immédiatement exigibles.

- 12.2.2 Il est convenu que l'absence d'envoi par la Région à un moment donné de cette notification n'affectera pas le droit de la Région d'envoyer ultérieurement une notification, sauf si elle y a renoncé par écrit selon les termes des présentes.

13. MODALITES DE PAIEMENT

13.1 Paiement par la Région

La mise à disposition du Prêt par la Région sera effectuée au crédit du Compte du Bénéficiaire.

13.2 Paiements par le Bénéficiaire

Toute somme due par le Bénéficiaire à la Région et, exigible conformément aux termes du Contrat, sera payée à la Région par virement automatique sur le Compte de la Région. A cet effet, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région la preuve de la mise en place du virement au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés avant la date de chaque échéance.

13.3 Paiements partiels

Si la Région reçoit du Bénéficiaire un paiement inférieur aux sommes alors exigibles au titre du présent Contrat, elle en affectera le montant à la satisfaction des obligations du Bénéficiaire au titre du Contrat dans l'ordre de son choix, nonobstant toute imputation de paiement faite par le Bénéficiaire.

13.4 Interdiction de compensation par le Bénéficiaire

Tous les paiements à effectuer par le Bénéficiaire au titre du Contrat seront calculés sans tenir compte d'une éventuelle compensation, que le Bénéficiaire s'interdit par ailleurs de pratiquer.

13.5 Jours Ouvrés

- 13.5.1 Tout paiement au titre du Contrat qui devient exigible un jour autre qu'un Jour Ouvré doit être fait le Jour Ouvré suivant du même mois calendaire ; faute de Jour Ouvré suivant, le paiement devient exigible le Jour Ouvré précédent.

13.6 Monnaie de compte

L'Euro est la monnaie de compte et de paiement de toute somme due par le Bénéficiaire au titre du Contrat.

14. CALCULS ET CERTIFICATS

14.1 Comptes

Dans toute procédure judiciaire ou arbitrale concernant le Contrat, les écritures passées dans ses comptes par la Région font preuve *prima facie* des faits auxquels elles se rapportent.

14.2 Certificats et calculs

Toute attestation ou détermination par la Région d'un taux ou d'un montant au titre du Contrat constitue, sauf erreur manifeste, la preuve des faits auxquels elle se rapporte.

14.3 Décompte des Jours et calcul des intérêts

14.3.1 Tous intérêts dus au titre du Contrat sont comptabilisés quotidiennement, et le montant de ces intérêts est calculé :

(a) en méthode équivalente et sur une base "30 / 360" sauf en cas de rompu où les intérêts sont calculés *prorata temporis* en base exacte /360 jours en méthode équivalente. La base de calcul "30 / 360" suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours; et

(a) sous réserve du paragraphe 14.3.2 ci-dessous, sans arrondi.

14.3.2 Le montant total des intérêts courus qui sont, ou deviennent, exigibles au titre d'un Document de Financement sera arrondi à 2 décimales.

15. NOTIFICATIONS

15.1 Communications écrites

Toute communication au titre du Contrat ou concernant ceux-ci devra être faite par écrit et, sauf stipulation contraire, par, lettre recommandée avec avis de réception doublée d'un courrier électronique.

15.2 Adresses

Pour toute communication prévue par le Contrat ou concernant celui-ci, l'adresse postale et l'adresse électronique (et, le cas échéant, le nom du service ou du responsable, destinataire de la communication) des Parties sont :

(a) pour le Bénéficiaire :

[à compléter pour chaque opération]

(b) pour la Région :

Type de demande	Coordonnées de notification applicables
Demande de délai de paiement d'une échéance (Article 5.2.1)	DRFIP 94 rue de Réaumur 75002 Paris Attention : Marie ESCAL Email : drfip75.recouvrement- gestionlocale@dgifp.finances.gouv.fr avec copie à la Région (coordonnées ci-dessous)
Demande de révision de l'échéancier d'amortissement (Article 5.2.2)	Région Île-de-France 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen Pôle Entreprises et Emploi

	Attention : Direction des aides aux entreprises – Mission sauvegarde des entreprises Email : sauvegarde-entreprises@iledefrance.fr
Remboursement anticipé volontaire (Article 6.3)	Région Île-de-France 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen Pôle Entreprises et Emploi Attention : Direction des aides aux entreprises – Mission sauvegarde des entreprises Email : sauvegarde-entreprises@iledefrance.fr Avec copie à la DRFIP (coordonnées ci-dessus)
Autre	Région Île-de-France 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen Pôle Entreprises et Emploi Attention : Direction des aides aux entreprises – Mission sauvegarde des entreprises Email : sauvegarde-entreprises@iledefrance.fr

ou toute autre adresse postale ou adresse électronique ou nom de service ou de responsable qu'une Partie indiquera à l'autre Partie moyennant un préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

15.3 Réception

15.3.1 Toute communication faite ou tout document envoyé par une personne à une autre au titre des Documents de Financement ou concernant ceux-ci produira ses effets :

- (a) pour un courrier électronique, lorsqu'il aura été reçu sous une forme lisible ; ou
- (b) pour une lettre, lorsqu'elle aura été déposée à la bonne adresse ou cinq (5) Jours Ouvrés après mise à la poste, port payé, sous enveloppe comportant la bonne adresse,

et, au cas où il a été spécifié à l'Article 15.2 (*Adresses*) un service ou un responsable, à condition que la communication soit adressée à ce service ou à ce responsable.

15.3.2 Toute communication adressée à une Partie ne produira ses effets que lorsqu'elle aura été effectivement reçue par cette Partie.

15.3.3 Toute communication ou tout document qui produit ses effets, conformément aux paragraphes 15.3.1 à 15.3.3 ci-dessus, après 17 heures au lieu de sa réception sera réputé ne produire effet que le jour suivant.

15.4 Notification des adresses

Dans les meilleurs délais suivant le changement de son adresse postale ou électronique, la Partie concernée en informera l'autre Partie.

15.5 Langue

15.5.1 Toute communication au titre de, ou concernant, le Contrat devra être en français.

15.5.2 Tout document fourni au titre de, ou concernant, le Contrat devra être :

(a) rédigé en français ; ou

(b) s'il n'est pas rédigé en français, accompagné d'une traduction en français. Dans cette hypothèse, la traduction française prévaudra, sauf dans le cas des statuts d'une société, d'un texte légal ou d'un autre document ayant un caractère officiel.

16. PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat prend effet à compter de sa signature par le dernier signataire. Il expirera à la date à laquelle toute somme due par le Bénéficiaire à la Région au titre du présent Contrat aura été payée de manière irrévocable à la Région.

17. CHANGEMENT DE PARTIES

17.1 Le Bénéficiaire ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent Contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit de la Région.

17.2 La Région pourra, après avoir informé le Bénéficiaire, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent Contrat ou sa qualité de partie, ce que le Bénéficiaire accepte d'ores et déjà par les présentes.

18. EXERCICE DES DROITS – NON RENONCIATION

18.1 Les droits et recours stipulés dans le présent Contrat sont cumulatifs et non exclusifs des droits et recours prévus par la loi.

18.2 La Région ne sera pas considérée comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'elle s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice. L'exercice partiel d'un droit n'est pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par la loi.

19. MODIFICATION DU CONTRAT

19.1 Aucune stipulation du Contrat ne pourra faire l'objet d'une quelconque modification sans l'accord exprès de la Région et du Bénéficiaire.

19.2 Le Contrat ne pourra être modifié que par un document écrit signé par les Parties.

20. NULLITE PARTIELLE

Si, à tout moment, une stipulation du Contrat ou de tout document s'y rapportant est ou devient nulle, la validité des autres stipulations du Contrat, n'en sera pas affectée.

21. STIPULATIONS DIVERSES

- 21.1 Les stipulations du Contrat produiront leurs effets tant à l'égard des Parties qu'à l'égard de leurs successeurs, ayants droit et ayants cause respectifs, sous réserve toutefois des stipulations de l'Article 17 (*Changement de Parties*).
- 21.2 Nonobstant l'exigibilité de tout ou partie de l'Encours du Prêt, le Contrat restera en vigueur entre les Parties jusqu'à ce que la Région ne soit plus engagée (à quelque titre que ce soit) en vertu du Contrat, et jusqu'à ce que l'ensemble des sommes dues par le Bénéficiaire au titre du Contrat ait été irrévocablement, définitivement et intégralement payé et remboursé.

22. CONFIDENTIALITE

- 22.1 Les Parties s'engagent à ne pas divulguer le contenu du présent Contrat à quelque tiers que ce soit sans l'accord préalable et écrit des autres Parties.
- 22.2 L'obligation de confidentialité stipulée à la première phrase du paragraphe précédent n'est toutefois pas applicable :
- (a) à la divulgation du contenu du Contrat aux dirigeants, administrateurs, agents ou employés des Parties ;
 - (b) aux informations qu'il est nécessaire de divulguer à des tiers pour les besoins de la réalisation de l'opération objet du présent Contrat ou pour satisfaire les obligations légales et réglementaires auxquelles sont soumises les Parties ;
 - (c) à l'égard des auditeurs, commissaires aux comptes, avocats, conseils financiers et autres conseils des Parties dans le cadre de la réalisation des opérations objets du présent Contrat ;
 - (d) dans le cadre ou pour les besoins d'un contentieux, d'un arbitrage, d'une enquête administrative ou autre, d'une procédure ou d'un litige ;
 - (e) aux communications d'informations faites (x) en exécution de décisions d'autorités administratives, gouvernementales, bancaires, fiscales ou judiciaires ou de toute autres entité similaire et/ou (y) à toute juridiction compétente pour les besoins de l'exécution du présent Contrat ou (z) conformément à la législation ou à la réglementation applicable ;
ou
 - (f) avec le consentement des Parties.

23. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

- 23.1 Dans le présent Article, les termes : "données à caractère personnel" et "personne concernée" ont le sens qui leur est attribué dans le Règlement Général sur la Protection des Données ("RGPD") n°2016/679 du 27 avril 2016.
- 23.2 Conformément aux dispositions de la réglementation applicable, et notamment du RGPD, et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les données à caractère personnel recueillies relatives au Bénéficiaire, ou à ses ayant droits, dirigeants et

personnel respectifs peuvent faire l'objet d'un traitement par la Région, en tant que responsable de traitement, à des fins exclusivement liées à la gestion et à l'exécution du Contrat. Chaque Partie s'engage à respecter les lois et règlements applicables en matière de protection des données, y compris la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et le RGPD, tels que modifiés et mis à jour (la "**Réglementation de Protection des Données**").

- 23.3 Dans le cadre du traitement effectué par la Région, les données sont conservées pour la durée du contrat de prêt. Puis, en application de l'obligation de gestion comptable des prêts conformément à la Circulaire DGP/SIAF/2013/004 p73, puis il sera procédé à leur archivage intermédiaire pendant dix ans à compter de la clôture du dernier exercice comptable.
- 23.4 Les données à caractère personnel pourront être communiquées par la Région à des tiers, en ce compris des autorités de réglementation et de contrôle, des cessionnaires, situés en France ou dans l'espace économique européen.
- 23.5 Sous réserve des stipulations de l'Article 9 (Confidentialité), les Parties sont informées que les données à caractère personnel peuvent être communiquées, à la demande des organismes officiels et des autorités administratives ou judiciaires du pays en question, aux pays membres de l'espace économique européen et aux pays non-membres de l'espace économique européen.
- 23.6 L'information complète relative au traitement de vos données personnelles est mise à votre disposition dans la politique de confidentialité de la Région disponible au lien suivant <https://www.iledefrance.fr/politique-de-confidentialite> et dans le registre des activités de traitement RGPD publié en open data, disponible au lien suivant <https://data.iledefrance.fr/pages/home/>.
- 23.7 Les personnes concernées par les données à caractère personnel pourront se prévaloir de la Réglementation de Protection des Données en ce compris le droit d'accéder et de demander toute copie des données à caractère personnel les concernant ou la rectification. Ces mêmes personnes pourront également communiquer toutes instructions sur le sort de leurs données à caractère personnel en cas de décès.
- 23.8 Pour exercer ces droits ou pour toute question relative à la protection de vos données personnelles, vous
- 23.9 pouvez contacter la région Ile-de-France en tant que responsable de traitement et son délégué à la protection des données par voie électronique à l'adresse suivante : dpo@iledefrance.fr ou par voie postale à l'adresse suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400 Saint -Ouen.

24. ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient par les présentes que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

25. DROIT APPLICABLE - JURIDICTION COMPETENTE

- 25.1 Le Contrat est soumis au droit français.

25.2 Tout litige relatif au Contrat sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

26. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites domicile est élu :

(a) pour la Région : Région Île-de-France – 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen.

(b) pour le Bénéficiaire : [à compléter].

27. SIGNATURE ELECTRONIQUE¹

[TBC selon mode de signature]

- 27.1 Chacune des Parties reconnaît (a) avoir pris connaissance des conditions d'utilisation de la solution de signature électronique utilisée pour la signature du Contrat et les avoir acceptées et (b) que le service proposé par ladite plateforme met en œuvre une signature électronique.
- 27.2 Chacune des Parties reconnaît et accepte que la signature électronique du Contrat correspond à un degré de fiabilité suffisant pour identifier son signataire et garantir son lien avec le Contrat à laquelle sa signature est attachée et est établie et conservée de manière à satisfaire aux exigences de durabilité et d'intégrité conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil.
- 27.3 Chacune des Parties reconnaît et accepte que la copie électronique fournie par la plateforme utilisée pour la signature du Contrat et de l'ensemble des informations y afférente permet de satisfaire aux exigences de durabilité et d'intégrité au sens des dispositions de l'article 1379 du Code civil.
- 27.4 Chacune des Parties reconnaît et accepte que l'horodatage du Contrat et des signatures électroniques, lui est opposable et que celui-ci fera foi entre les Parties.
- 27.5 Chacune des Parties reconnaît et accepte expressément que la signature électronique du Contrat par la plateforme utilisée pour la signature du Contrat et que toute copie électronique ainsi réalisée sera valable et opposable à son égard et à l'égard des autres Parties.
- 27.6 Le présent Article constitue une convention de preuve conformément à l'article 1368 du Code Civil.

¹ Article à supprimer en cas de signature manuscrite.

SIGNATURES

[Fait à [...], le [...] 20[...], en [...] ([...]) exemplaires originaux]/[signé électroniquement conformément aux stipulations de l'Article 27 (*Signature électronique*)]² :

Pour la **REGION ILE-DE-FRANCE**

[Prénom] [Nom]

.....

[Fonction]

Pour **[NOM DE L'ENTITÉ]**

[Prénom] [Nom]

.....

[Fonction]

² Supprimer la mention inutile.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1. RIB DU COMPTE DE LA REGION.....	37
ANNEXE 2. RIB DU COMPTE DU BENEFICIAIRE	38
ANNEXE 3. DETAIL DU CALCUL DE L'ESB	39
ANNEXE 4. CONDITIONS PREALABLES	40
ANNEXE 5. TABLEAU D'AMORTISSEMENT	42
ANNEXE 6. MODELE D'ATTESTATION SUR L'HONNEUR	43

ANNEXE 1.

RIB DU COMPTE DE LA REGION

[à compléter]

ANNEXE 2.

RIB DU COMPTE DU BENEFICIAIRE

[à insérer]

ANNEXE 3.

DETAIL DU CALCUL DE L'ESB

[à compléter pour chaque dossier]

ANNEXE 4.

CONDITIONS PREALABLES

1. DOCUMENTS SOCIAUX ET AUTRES DOCUMENTS D'IDENTIFICATION

- (A) **Statuts** : une copie, certifiée conforme par un représentant dûment habilité du Bénéficiaire, des statuts à jour du Bénéficiaire ;
- (B) **Extrait K-bis, certificat de non-faillite et état des privilèges et nantissements** : un original (a) de l'extrait K-bis, (b) d'un certificat d'absence de procédure collective et (c) d'un état des privilèges et nantissements du Bénéficiaire, le tout datant de moins de quinze (15) jours calendaires avant la Date de Signature ;
- (C) **Autorisations Sociales** : une copie certifiée conforme par un représentant dûment habilité du Bénéficiaire des procès-verbaux de décision des organes sociaux compétents du Bénéficiaire autorisant la signature du Contrat ;
- (D) **Pouvoirs** : une copie certifiée conforme par un représentant dûment habilité du Bénéficiaire des pouvoirs, s'ils ne sont pas les représentants légaux, de chaque signataire du Contrat pour le compte du Bénéficiaire ;
- (E) **Documents d'identité et spécimens de signature** : une copie certifiée conforme par un représentant dûment habilité du Bénéficiaire des cartes d'identité françaises ou passeports et des spécimens de signature des personnes autorisées à agir au nom et pour le compte du Bénéficiaire au titre du Contrat (en ce compris pour sa signature) ;
- (F) **Organigramme** : une copie certifiée conforme par un représentant dûment habilité du Bénéficiaire et à jour à la Date de Signature de l'organigramme faisant apparaître la chaîne de détention, en capital et en droits de vote, du Bénéficiaire jusqu'à ses bénéficiaires effectifs.

2. ELEMENTS FINANCIERS ET DE GESTION

- (A) la déclaration d'aide *de minimis* suivant modèle communiqué par la Région datée et signée par le représentant légal du Bénéficiaire ;
- (B) Une attestation sur l'honneur, substantiellement conforme au modèle figurant en ANNEXE 6 (*Modèle d'attestation sur l'honneur*) signée par le représentant légal du Bénéficiaire, que le Bénéficiaire ne fait l'objet d'aucune injonction de récupération d'aides publiques attribuées antérieurement, non exécutée et émise dans une décision antérieure de la Commission Européenne déclarant ces aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur

3. AUTRES DOCUMENTS

- (A) **Co-Financement** : une copie certifiée conforme par un représentant dûment habilité du Bénéficiaire des contrats et/ou de tout autre document justifiant de la mise en place du Co-Financement ;

- (B) **Absence de Cas d'Exigibilité Anticipée, de Cas d'Exigibilité Anticipée Potentiel et de cas de remboursement anticipé obligatoire** : confirmation par un représentant dûment habilité du Bénéficiaire qu'aucun Cas d'Exigibilité Anticipée, aucun Cas d'Exigibilité Anticipée Potentiel et aucun cas de remboursement anticipé obligatoire au sens du Contrat n'est survenu ou ne se poursuit ni n'est susceptible de résulter de la signature du Contrat.

ANNEXE 5. TABLEAU D'AMORTISSEMENT

[à insérer]

ANNEXE 6. MODELE D'ATTESTATION SUR L'HONNEUR

[A imprimer sur le papier en-tête de l'entreprise]

ATTESTATION D'AIDES DE MINIMIS OBTENUES

Annexe n° 6 au Contrat de prêt

Objet : déclaration des aides placées sous le règlement n°2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

Conformément à l'article 7 du règlement n°2023/2831, la présente attestation vise à recenser les aides publiques placées sous le règlement de minimis n°2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 perçues par l'entreprise signataire et tout autre règlement de minimis.

Les aides de minimis constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides de minimis ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées. Au titre du règlement n°2023/2831, le montant maximum d'aide de minimis est de **300 000 € par entreprise⁽¹⁾ sur les 36 derniers mois**.

Aussi, par la présente,
Je soussigné(e)
agissant en qualité de
représentant la société

Atteste sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements figurant dans ce formulaire de candidature ;
- Que l'entreprise que je représente est en règle en ce qui concerne ses obligations fiscales et sociales ;
- Procédure collective en cours : ☐ Non ☐ Oui Plan de continuation : ☐ Non ☐ Oui

☐ N'avoir reçu **aucune aide de minimis** durant les 36 derniers mois.

☐ Avoir reçu ou demandé, mais pas encore reçu, les aides de minimis listées dans le tableau ci-après, durant les 36 derniers mois.

Les aides de minimis sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- Règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- Règlement (UE) n°2023/2832 de la commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général,
- Règlement (UE) n° 2023/2391 de la commission du 4 octobre 2023 modifiant les règlements (UE) n°717/2014, (UE) n°1407/2013, (UE) n°1408/2013 et (UE) n°360/2012 en ce qui concerne les aides de minimis en faveur de la transformation et de la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que le règlement (UE) n°717/2014 en ce qui concerne le montant total des aides de minimis octroyées à une entreprise unique, sa période d'application et d'autres aspects ;

- Règlement (UE) n ° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Dates d'attribution des aides <i>de minimis</i>	Nom et numéro SIREN de l'entreprise ³	Type d'aide <i>de minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide ⁴ (en euros)
Total A des aides perçues			
Dates de demande de l'aide <i>de minimis</i> si non encore perçue	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide <i>de minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (en euros)
Total B des aides demandées non perçues			
Total général (A+B)			

(ajouter autant de lignes que nécessaire)

³ Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000 €. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000 € qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide *de minimis* de 300 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « *entreprise unique* ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides *de minimis* versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide *de minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.

Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou

une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

⁴ Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

J'atteste également avoir compris que toute erreur ou fausse déclaration dans le tableau ci-dessus pourra conduire à une obligation de reversement intégral des aides *de minimis* obtenues au titre du Contrat de prêt conclu avec la Région Ile-de-France.

Fait à
Le

Cachet et signature
du porteur de projet
(représentant légal ou délégué)

Annexe 7 : Règlement Prêt Ile-de-France Prévention

Règlement d'Intervention

Fonds de prêts « Île-de-France Prévention » à destination des entreprises rencontrant des tensions de trésorerie

1. BASES REGLEMENTAIRES

Règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Règlement (UE) 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Article L. 1511-2 du code général des collectivités territoriales

2. OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Le nombre de défaillances d'entreprise est en augmentation depuis la sortie de la crise sanitaire avec plus de 67.000 défaillances en 2024. Il est pourtant possible d'accompagner les entreprises avant qu'elles n'entrent en procédure collective et maintenir ainsi une activité économique et des emplois sur le territoire francilien.

Le constat est partagé par l'ensemble des professionnels, il y a aujourd'hui un vide à combler dans le *continuum* de financement des entreprises en tension de trésorerie. Il manque un prêt à destination des entreprises *in bonis* en procédure de prévention ou rencontrant des tensions de trésorerie, leur permettant de rebondir après renégociation de leurs dettes avec leurs créanciers.

Les banques traditionnelles sont extrêmement averses au risque dans de pareilles circonstances et hésitent beaucoup à investir en « new money »¹. La présence d'un acteur public comme la Région aux tours de table rassurerait indéniablement les créanciers.

Dans ce cadre, la région Île-de-France souhaite accompagner les PME ayant des difficultés de trésorerie afin de les aider à maintenir et poursuivre leurs projets de développement. Elle met en place un prêt pouvant aller jusqu'à 300 000€. La Région concentrera son intervention sur les entreprises ayant un fort enjeu de sauvegarde de l'emploi sur le territoire et/ou ayant une activité industrielle, et/ou issue d'une filière "stratégique" au sens du schéma régional "Impact 2028".

3. BENEFICIAIRES :

Sont éligibles les PME répondant aux conditions suivantes :

¹ Terme légal qui désigne le rang privilégié accordé aux créanciers investissant dans l'entreprise en procédure amiable, pour « récompenser » leur prise de risque en étant payé de manière privilégiée en cas de placement de l'entreprise en procédure collective (art. L.611-11 alinéa 1 Code de Commerce).

- Dont le siège social est en Île-de-France
- Ayant un effectif supérieur ou égal à 20 salariés,
- Qui ont demandé ou sont sur le point de demander l'ouverture par le tribunal de commerce d'une procédure de conciliation ou de mandat ad hoc, aboutissant à un protocole de conciliation ou de mandat ad-hoc, constaté ou homologué, et qui démontrent ainsi des tensions de trésorerie menaçant leurs projets de développement ou mettant en péril le maintien de leur activité ;
- Dans le secteur industriel ou relevant d'un secteur d'activité considéré comme stratégique au titre du SRDEII Impact 2028 de la Région Île-de-France (santé, énergie, agro-alimentaire, développement des circuits courts, cleantechs, quantique, IA, aérospatial).
- Qui ne sont pas entreprise en difficulté, au sens de la réglementation européenne.

Sont exclues les entreprises relevant des secteurs suivants :

- Activités de négoce,
- Activité de promotion immobilière
- Bâtiment et travaux publics
- Activités de conseil aux entreprises et aux particuliers,
- Professions réglementées ou assimilées (professions libérales, professions organisées en ordre...),
- Activités financières, assurances et immobilier,
- Activités de café, hôtel et restaurant,
- Organismes et établissements de formation,
- Transport routier de marchandises,
- Activités de logistiques,
- Entreprises de conseil, maintenance et formation dans les services du numérique,
- Services à la personne,
- Secteur de la communication et du multimédia (agences/plateformes de webmarketing, de relation client, publicité, presse, télévision, radio, réseaux sociaux et influenceurs...),
- Secteur primaire agricole, pêche et aquaculture et forêt.

4. NATURE ET MONTANT DE L'AIDE :

Le prêt « Île-de-France Prévention » s'entend selon la définition suivante :

- Prêt d'un montant maximum de 300 000 €. Ce montant est fonction des besoins de l'entreprise pour assurer la pérennité de son exploitation. Il est proposé à l'appréciation de l'instructeur du dossier et validé par la Commission permanente de la Région.
- Le Prêt « Île -de-France Prévention » est accordé dans le cadre d'une procédure de conciliation ou de mandat ad hoc.
- À un taux d'intérêt non nul et à des conditions plus favorables que les conditions du marché.
- Assorti d'un cofinancement à hauteur de 1 pour 1 en dette (nouveau prêt bancaire).
- D'une durée d'amortissement maximum de 7 ans, dont 2 ans maximum de différé d'amortissement possible :
 - Echéances trimestrielles ;

- En cas de différé d'amortissement, le bénéficiaire remboursera uniquement les intérêts sur cette période.
 - Cette durée devra, en tout état de cause, être la même que tout créancier accordant un nouveau prêt au bénéficiaire dans le cadre de la procédure de prévention.
 - En deçà de 3 ans d'amortissement, aucun différé ne saurait être accordé.
 - Aucune garantie réelle ni personnelle n'est assortie au prêt.
- Dépenses éligibles : Le besoin en fonds de roulement / investissements corporels (hors immobilier), investissements incorporels, liés au plan de redéploiement ;
 - Privilège dit de « New Money »¹ : Si le prêt est accordé dans le cadre d'une procédure de conciliation, celle-ci pourra faire l'objet d'un accord homologué afin de faire bénéficier au prêteur, du privilège de conciliation (dit aussi de New Money), lui accordant un rang de paiement privilégié dans l'hypothèse où le bénéficiaire viendrait ultérieurement à être admis en procédure collective.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

L'aide peut être cumulée avec d'autres aides publiques (État, collectivités locales) dans le respect de la réglementation européenne.

L'attribution d'une aide est soumise au respect de la réglementation en vigueur en matière d'aides d'État - et notamment des règlements « De minimis » (UE) 2023/2831 et « De minimis SIEG » (UE) 2023/2832.

L'aide de la Région est octroyée sous la forme d'un prêt dont l'équivalent-subvention brut (ESB) est déterminé selon les méthodes de calcul approuvées par la Commission européenne.

5. CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection des projets sont :

- La viabilité de l'entreprise ;
- La pertinence de la stratégie ;
- Le potentiel de maintien ou de création d'emplois ;
- La contribution de l'entreprise au maintien d'une activité stratégique sur le territoire de l'Île-de-France.

La Région peut solliciter l'avis d'un jury régional de sélection pour apprécier ces différents critères.

6. OBLIGATIONS PRESENTES DANS LE CONTRAT DE PRET

Chaque entreprise signera un contrat de prêt avec la région Île-de-France. Chaque contrat de prêt comprend au minimum les éléments suivants :

- Le tableau d'amortissement, comprenant (ou non), le différé d'amortissement en capital.

¹ Prévu à l'article L611-11 alinéa 1 du Code de commerce

- L'IBAN du compte bancaire français du bénéficiaire ;
- Une clause RGPD ;
- Obligation de l'entreprise bénéficiaire de conserver les pièces justificatives relatives à l'utilisation des sommes prêtées ;
- Obligation de l'entreprise bénéficiaire de se conformer aux dispositions communautaires et nationales, législatives et réglementaires qui lui sont applicables et plus particulièrement celles relatives :
 - o (i) aux aides d'Etat dans le cadre de l'utilisation des fonds mis à sa disposition au titre du contrat de prêt
- Obligation pour l'entreprise bénéficiaire de respecter l'ensemble des Réglementations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, qui pour rappel se rapportent à :
 - o l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et,
 - o les règlements étrangers relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

7. MODALITES DE REMBOURSEMENT DU PRET A LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Pour les encours sains, les entreprises bénéficiaires remboursent à échéance leurs échéances trimestrielles à la Région. Cette dernière émettra un titre de recette pour chaque échéance.

En cas de défaillance d'un bénéficiaire, la Région, avec l'appui du comptable public, met en œuvre toute procédure amiable, judiciaire et extra-judiciaire en vue de procéder au recouvrement des créances, comprenant notamment :

- L'envoi de courriers recommandés avec accusé de réception au bénéficiaire défaillant, demandant le remboursement des échéances dues, sous peine de déchéance du terme et d'exigibilité anticipée de la totalité du prêt ;
- La saisine des juridictions compétentes et l'exécution, amiable ou forcée, de la décision judiciaire ainsi obtenue ;
- La déclaration de créance au passif de l'entreprise bénéficiaire, dans le cas où celle-ci est placée en procédure collective (sauvegarde judiciaire, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire).

La Région pourra procéder, exclusivement sur demande de l'entreprise bénéficiaire et en cas de difficultés avérées, au rééchelonnement, avec ou sans moratoire, de l'échéancier initialement prévu au contrat.

La durée additionnelle d'amortissement du prêt ne pourra pas excéder 2 ans.

8. MODALITES DE LA DEMANDE :

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent déposer leur demande en ligne et compléter un dossier de candidature.

Le prêt est versé en une seule fois, après l'attribution de l'aide, au moment de la notification de l'aide à l'entreprise bénéficiaire.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par l'obligation de publier une ou plusieurs offre(s) de stage énoncée dans la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 modifié relative à la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens".

9. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENT DES BENEFICIAIRES :

Le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'aide, la contribution régionale pour toutes les actions de communication. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF.

En outre, la Région pourra effectuer des contrôles a posteriori notamment pour vérifier l'exactitude des informations déclarées. Si la Région constate le non-respect de ces obligations, elle pourra enclencher des procédures à l'encontre du bénéficiaire et solliciter notamment le remboursement partiel ou total de l'aide versée.

10. CLAUSE ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer le prêt demandé, de suspendre son versement ou de demander son remboursement anticipé.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Annexe 8 : Règlement Jury Prêt IDF Prévention

Règlement intérieur du jury de sélection « Prêt Île-de-France Prévention »

Article 1 : rôle

Le jury de sélection Prêt Île-de-France Prévention se réunit sur convocation de son Président.

Le jury émet un avis consultatif sur les projets qui lui sont soumis. Cet avis peut être favorable ou défavorable. Les dossiers favorables sont transmis avec proposition d'un montant d'aide à l'attention de la Commission permanente du Conseil régional.

Le jury est appelé à se prononcer sur la base des éléments communiqués par l'entreprise et des conclusions de l'instruction des services au regard des critères suivants :

- Viabilité de l'entreprise
- Pertinence de l'intervention régionale et force de l'effet de levier
- Capacité de remboursement du Prêt envisagé et de son cofinancement
- Pertinence de la stratégie de redressement
- Potentiel de maintien ou création d'emplois
- Contribution du projet au développement de l'Île-de-France¹

Cet avis ne lie pas la présidente du conseil régional, seule chargée de l'administration.

Article 2 : composition

Le jury de sélection Prêt Île-de-France Prévention est présidé par un élu ou une élue désignée en Conseil régional

La composition du jury est la suivante :

- Les représentants des groupes politiques désignés par délibération du conseil régional au jury de sélection PM'up
- 1 représentant de France Industrie

¹ ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet, de son caractère industriel et/ou de sa participation aux orientations prioritaires régionales

- 1 représentant du Centre technique des industries mécaniques (CETIM)
- 1 représentant de l'Ordre des experts comptables de Paris
- 1 représentant de l'Ordre du Barreau de Paris, avocat expert en restructuring
- 1 administrateur judiciaire, expert des procédures amiables
- 1 Juge consulaire au commerce, expert des procédures amiables
- 1 Commissaire aux restructurations et prévention des difficultés des entreprises Île-de-France (DRIETS)
- 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale Paris Île-de-France
- 1 représentant de la Banque de France
- 1 représentant de la SEM Investissements et Territoires

Article 3 : tenue du jury

Pour des raisons pratiques, les jurys se tiennent en format visio-conférence.

Article 4 : déontologie

Tout membre du jury en situation de conflit d'intérêt avec l'un des candidats sera tenu de se déporter du dossier.

Le « conflit d'intérêt » est défini par la loi relative à la transparence de la vie publique² comme: *“ toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ”*

Le déport consiste en :

- l'information du Président du jury en début de réunion, en indiquant la cause ou l'origine de ce conflit d'intérêt ;
- l'abstention de toute participation aux débats ;

l'interdiction de prendre part aux délibérations du jury.

Article 5 : confidentialité

² Article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013

Les membres du jury s'engagent au respect de la confidentialité de l'ensemble des informations portées à leur connaissance, ainsi que des débats auxquels ils prennent part.

Il est par ailleurs rappelé aux membres du jury, que le Prêt Île-de-France Prévention étant accordé dans le cadre d'une procédure amiable de prévention (mandat hoc et conciliation), et que celles-ci sont confidentielles par nature, il leur est interdit de communiquer à quiconque les informations reçues ou entendues dans le cadre de ce jury.

Toute violation de cette obligation de confidentialité par un membre du jury ne saurait engager la responsabilité de la Région.

Article 6 : avis

Le jury émet un avis favorable ou défavorable.

Il peut ajourner un projet dans l'attente de réponse aux réserves ou demandes de complément qu'il formule.

Les avis sont formulés en privilégiant le consensus.

La décision finale est prise à la majorité des présents. En cas d'égalité des votes favorables/défavorables, le Président du jury a voix prépondérante.

Article 7 : Clause RGPD

En acceptant le règlement intérieur du Jury de sélection, les membres donnent leur accord pour le traitement de leurs données personnelles par la Région, en tant que responsable de traitement.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD), ils sont informés que les données personnelles les concernant, collectées dans le cadre de leur mission en tant que jury de prêt, seront traitées uniquement dans le cadre de la finalité du traitement à savoir la sélection des dossiers de prêt.

Les données collectées seront conservées pendant la durée de leur participation au Jury de prêt. Elles pourront être communiquées aux seules personnes habilitées au sein de notre organisme, et seront traitées avec la plus grande confidentialité.

Les membres du jury de prêt, appelés à émettre un avis consultatif sur la base des éléments communiqués par les entreprises et des conclusions de l'instruction des services régionaux, sont amenés - dans le cadre de cette mission - à traiter des données personnelles

nécessaires à la finalité du traitement à savoir la sélection des dossiers conformément au Règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (RGPD).

Ils s'engagent à traiter ces données de manière confidentielle, et dans le cadre strict de la finalité de sélection des dossiers de prêt pour l'octroi des prêts IDF prévention ; et à ne pas les divulguer à des tiers non autorisés.

Ils doivent également supprimer ou anonymiser ces données une fois ce traitement terminé.

L'information complète relative au traitement de vos données personnelles est mise à votre disposition dans la politique de confidentialité de la Région disponible au lien suivant <https://www.iledefrance.fr/politique-de-confidentialite> et dans le registre des activités de traitement RGPD publié en open data, disponible au lien suivant <https://data.iledefrance.fr/pages/home/>.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, ainsi que du droit à la portabilité de vos données, conformément aux dispositions du RGPD.

Pour exercer ces droits ou pour toute question relative à la protection de vos données personnelles, vous pouvez contacter notre Délégué à la Protection des Données (DPO) par voie électronique à l'adresse suivante : dpo@iledefrance.fr ou par voie postale à l'adresse suivante : Région Île-de-France, Pôle Juridique Achats Données, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen.

Article 8 : secrétariat

Les services de la Région Île-de-France assurent le secrétariat du jury régional de sélection.